

le prolétaire

organe du parti communiste international

M2414-411-5F

CE QUI DISTINGUE NOTRE PARTI : La revendication de la ligne qui va de Marx à Lénine, à la fondation de l'Internationale Communiste et du Parti Communiste d'Italie (Livourne, 1921) ; la lutte de la Gauche Communiste contre la dégénérescence de l'Internationale, contre la théorie du « socialisme dans un seul pays » et la contre-révolution stalinienne ; le refus des Fronts populaires et des blocs de la Résistance ; la tâche difficile de restauration de la doctrine et de l'organisation révolutionnaires, en liaison avec la classe ouvrière, contre la politique personnelle et électoraliste.

JUIN - JUILLET
1991

5 FF / 30 FB
3 FS / 3000 Li

No 411

Gouvernement Cresson : un nouvel élan pour la même politique anti- ouvrière

Le remplacement du gouvernement Rocard, attendu depuis longtemps dans le petit monde des politiciens bourgeois, est annoncé comme un "virage à gauche" un retour aux "vraies valeurs de la gauche". Les journalistes expliquent ce remplacement par l'incompatibilité profonde entre un Rocard, homme de "conciliation", "modéré" et "pragmatique" et un Mitterrand sincèrement socialiste, et inquiet des défaites électorales du PS. Ces contes à dormir debout sont aisément réfutés. En mai-juin 68 le haut fonctionnaire Rocard, dirigeant du PSU, se déguisait en révolutionnaire et lançait des appels à la désintégration de l'Etat bourgeois. La bourgeoisie ne lui a jamais tenu rigueur de ces attitudes enflammées car elle n'y a jamais cru (à la différence des trotskistes qui voulaient alors fusionner avec le PSU). Il fut ensuite un moment le chantre de l'autogestion - avec son collègue Ed. Maire - avant d'occuper l'extrême-droite du PS et de mener une politique barriste en tant que premier ministre. Mitterrand de son côté a eu une carrière heurtée mais bien remplie au service du capitalisme français. Sous le gouvernement Pétain il eût l'habileté d'avoir un pied dans la collaboration et un pied dans la Résistance, de façon à pouvoir être dans le camp des vainqueurs, quel qu'il soit. Il put donc après la Libération participer à pratiquement de les gouvernements de la IV^{ème} République ; il avait même créé un petit groupe parlementaire charnière dont le seul objectif était de se vendre au plus offrant en apportant les quelques voix nécessaires pour compléter une majorité parlementaire contre des postes ministériels. La formation de la V^{ème} République aurait dû signer la mort politique de Mitterrand, symbole de l'impuissance et de la corruption parlementaire de la IV^{ème}. Mais le PC pensa trouver dans ce politicien bourgeois discrédité et isolé, donc qui ne risquerait pas de prendre trop d'importance tout en n'effrayant pas les électeurs bourgeois, le candidat idéal à opposer au "pouvoir personnel" de De Gaulle. Les socialistes, réticents, finirent par l'accepter pour les mêmes raisons.

Présenté comme candidat unique de la gauche, son succès relatif aux présidentielles de 1965 ouvrit à Mitterrand une deuxième carrière politique, cette fois-ci, "à gauche". Aidé de quelques cercles de technocrates bourgeois modernistes (Chevénement), il s'empara d'une SFIO agonisante pour en faire le Parti Socialiste. Alors que, dans les années 70, le PC s'épuisait lente-

(Suite en page 2)

DANS CE NUMERO:

- Diouri: les causes de l'expulsion
- La crise en Afrique (1)
- La valse diplomatique au Moyen-Orient
- Sur le Fil du temps: Pacifisme et communisme
- Capitalisme et agriculture
- "Mouvement communiste"
- Nouvelles des luttes ouvrières
- Argentine: attention aux caméléons!
- Aux Editions Programme

ALGERIE L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire !

L'instauration de l'état de siège dans toute l'Algérie, l'intervention brutale de l'armée pour "rétablir l'ordre" - l'ordre bourgeois, fondé sur la misère, l'exploitation et la répression -, n'est ni un phénomène accidentel provoqué par les manœuvres de tel ou tel clan de la classe dirigeante en réponse aux "provocations" du FIS, ni une simple péripétie sans lendemain sur la "voie irréversible vers la Démocratie".

Le processus de démocratisation avait été mis en route par l'Etat bourgeois en réponse aux émeutes d'octobre 88, féroce réprimées par l'armée. La classe dirigeante voulait ouvrir une soupape de sécurité afin que puisse se dissiper sans dommages l'énergie dégagee par l'aggravation des tensions sociales. La bourgeoisie algérienne reprenait là l'exemple de ses consœurs maghrébines; mais elle-même s'était déjà sentie obligée, aux débuts du régime Chadli, de mettre en oeuvre une certaine "libéralisation" comme pare-feu à la détérioration du climat social. En même temps elle ouvrait la voie au développement des forces islamistes, d'abord en encourageant l'activité des bandes de Frères Musulmans, puis en construisant d'innombrables mosquées et en faisant venir les prédicateurs islamistes nécessaires à l'intoxication des masses par l'opium du peuple qu'est la religion.

depuis cette époque la détérioration de la situation du capitalisme algérien à la suite de la crise économique mondiale, l'a poussé à accentuer l'exploitation et l'oppression des travailleurs et des couches déshéritées, au travers en particulier de la libéralisation économique. Nous avions écrit lors des émeutes de 88 que la bourgeoisie affamait les masses algériennes pour nourrir le capitalisme: l'agriculture délaissée n'étant plus capable de nourrir une population urbaine en forte augmentation

car grossie de l'exode rural, il faut importer les denrées alimentaires de base. Mais pour faire tourner les usines, l'Etat rogne sur les importations alimentaires afin de maintenir les importations nécessaires à l'industrie.

LA CRISE DU CAPITALISME ALGERIEN

Fortement tributaire des hydrocarbures pour ses exportations (95% des recettes d'exportation qui tournent autour de 7 milliards de dollars par an, sont réalisées par les ventes de pétrole et de gaz), lourdement endetté (en 1989 le service de la dette extérieure a représenté 73,2% des recettes d'exportation), le faible capitalisme algérien, aux structures typiques d'une nation "en développement", est étroitement soumis aux aléas du marché mondial et de la situation économique des grands pays occidentaux. Ses premiers clients sont, dans l'ordre, l'Italie, les Etats-Unis et la France; ses premiers fournisseurs, toujours dans l'ordre, étant la France, l'Italie et les Etats-Unis. Le volume des échanges avec la France, qui avait atteint 50 milliards de francs en 1984, n'était plus que de 25,3 milliards en 1990. La croissance de l'économie se fait en dents de scie largement déterminées par les cours du pétrole. Nous avons les variations suivantes du PNB, en % par année:

1986: -0,2%; 1987: +1,3%; 1988: -1,4%; 1989: +3,3%; 1990: -1,8% (1).

Le PNB par habitant est passé de 3201 dollars en 1986 à 2689 en 1987 et 2500 en 1990.

La dette extérieure, de 27 milliards de dollars a progressé de 50% en 4 ans. Selon les spécialistes, ce n'est pas son volume qui pose vraiment problème, mais le fait qu'il s'agit essentiellement de prêts à court terme. Cette erreur de gestion fait que la dette devrait pour l'essentiel être remboursée dans

les années en cours, jusqu'en 1995: 8 milliards de dollars par an devraient être remboursés notamment dans les 3 ans qui viennent (à comparer aux 7 milliards de recette du commerce extérieur en 89). Les responsables algériens ont toujours refusé le "ré-échelonnement" de la dette parce qu'il aurait comme conséquence de rendre plus difficile et plus cher l'obtention de nouveaux crédits. Or le capitalisme algérien a besoin sans cesse de nouveaux crédits, de nouveaux investissements, de nouveaux capitaux qu'il ne peut trouver à l'intérieur de ses frontières.

Pour attirer ces capitaux, l'Etat accélère la libéralisation de l'économie et s'ouvre aux investisseurs étrangers, s'efforce de pousser à la rentabilité des entreprises d'Etat devenues autonomes et libère les prix de nombre de marchandises. Ces réformes économiques ont valu à l'Algérie le soutien du FMI sous la forme d'un premier prêt de 400 millions de dollars début juin. Auparavant l'Algérie avait obtenu en mai un prêt de l'Italie de 7 milliards de dollars sur 10 ans pour l'aider à faire face au remboursement de sa dette et pour ouvrir le marché algérien aux entreprises de la Péninsule. Ce prêt, le plus gros jamais accordé par l'Italie à un pays méditerranéen, a fait grincer beaucoup de dents en France; et les algériens n'ont pas manqué de faire valoir aux français que s'ils voulaient conserver leurs positions dans le pays, ils devaient être aussi compréhensifs que les italiens. La France, premier créancier de l'Algérie, se fait en effet tirer l'oreille pour accorder de nouveaux crédits. Le Crédit Lyonnais qui a la charge de "reprofilier" la dette algérienne (c'est-à-dire de convertir par de nouveaux emprunts cette dette à court terme en dette à long terme) ne paraît

(Suite en page 5)

SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES PROLETAIRES IMMIGRES

La montée irrésistible du chômage provoquée par la récession économique, les révoltes et les affrontements dans les banlieues expliquent la relance par le RPR d'une campagne raciste contre les immigrés qui s'appuie aussi implicitement sur le climat anti-arabe créé par la guerre du Golfe. Le RPR et les partis dit de la "droite civilisée" veulent remobiliser leurs partisans, accroître leur nombre et griller de vitesse le Front National en mettant le gouvernement en difficulté sur ce terrain. Chirac a prétendu se faire le porte-parole du "travailleur français rendu fou par le bruit et l'odeur" des immigrés; il s'est indigné de l'existence d'une "famille entassée avec le père, 3 ou 4 épouses et une vingtaine de gosses qui touche 50.000 francs de prestations sociales, sans naturellement, travailler". Le président du RPR qui, a par la suite "justifié" ses mensonges racistes en prétendant qu'il ne faisait que "exprimer tout haut ce que beaucoup pensent tout bas", a également accusé les étrangers de bénéficier de prestations sociales sans même payer d'impôts: attaque qui ne manque pas de sel de la part de quelqu'un qui s'était débrouillé pour ne pas payer un centime d'impôts lorsqu'il était premier ministre... Chirac s'en est aussi pris aux demandeurs d'asile, aux mariages entre français et étrangers, au code de la nationalité - pour arrêter une prétendue vague d'immigration. Ces déclarations n'avaient rien d'un "dérapage"; elles sont l'expression d'une orientation

politique précise et réfléchie, qui va bien au delà de soucis électoraux: faire des travailleurs immigrés les bouc-émissaires de la crise, détourner sur eux la frustration du "travailleur français" - ouvrier, petit fonctionnaire ou petit-bourgeois - rendu "fou" par le chômage, les mauvaises conditions de vie et de travail, la paupérisation. Il s'agit d'accréditer l'idée que les travailleurs étrangers, qui sont touchés plus que les français par le chômage, sont des oisifs qui touchent indûment des prestations sociales au détriment des français dont le salaire va être encore amputé pour financer la Sécurité sociale.

Cette réaffirmation des racontars racistes les plus éculés par un politicien bourgeois de premier plan est révélatrice d'un état d'esprit commun à toute la classe politique.

Le gouvernement s'en est donné à coeur joie pour condamner Chirac au nom des grands principes, mais l'essence de son discours est fondamentalement la même: nul autre que Fabius avait dit que Le Pen posait des bonnes questions (sur l'immigration) même s'il y apportait de mauvaises réponses; nul autre que Mitterrand a officialisé la notion autrefois unanimement condamnée du "seuil de tolérance" à propos des étrangers, et a déclaré que ce seuil était "dépassé". Et le 22 juin c'est lui qui a déclaré que expulser les "travailleurs clandestins" est un "réflexe vital" pour la France, même s'il faut le faire "humainement, correctement".

Comment condamner alors les activistes qui répondront à ce besoin vital en posant aux étrangers l'alternative "la valise ou le cercueil"? Les avocats de "Légitime Défense" sauront invoquer le discours présidentiel pour obtenir l'indulgence des tribunaux envers les tueurs racistes, dans le cas où cette indulgence viendrait à faire défaut...

Dans le même discours Mitterrand réaffirmait que la France se devait de rester une terre d'asile pour les réfugiés politiques. Que valent les belles déclarations humaines du gouvernement? L'expulsion de Moumen Diouri a donné la réponse dès le lendemain.

Selon les fuites de la presse cette expulsion est la contrepartie d'un marché passé avec l'Etat marocain pour que celui-ci envoie des policiers "infiltrer les milieux arabes des banlieues", renforce donc sa collaboration policière avec les autorités françaises pour surveiller les travailleurs immigrés marocains et leurs enfants. C'est donc une menace directe contre les prolétaires étrangers que cette affaire révèle car tout laisse à penser que le même type de collaboration renforcée est à prévoir contre les travailleurs algériens ou tunisiens.

Voilà donc la réalité qui se cache derrière les professions de foi antiracistes des autorités. Il est possible de le constater également à propos des banlieues. Lors de la mort de la femme-policier de Mantes-la-Jolie les discours compréhensifs qui avaient suivi la mort

(Suite en page 2)

Gouvernement Cresson

(Suite de la page 1)

ment à empêcher ou à stériliser toute lutte ouvrière et sociale qui aurait pu ressusciter le spectre de la grève générale, le PS pouvait, lui, garder les mains propres et se montrer ouvert aux aspirations soixante-huitardes des couches moyennes.

Mitterrand dut sans doute parler d'autogestion, prononcer de temps à autre des phrases anti-capitalistes, voire même se dire - sans rire - marxiste: ces phrases creuses authentifièrent sa "conversion" en homme de gauche. Il faut noter au passage que "l'extrême-gauche" issue de mai 68 contribua dans la mesure de ses moyens à ce mythe en cherchant l'unité à tout prix et en toutes circonstances avec le PS et le PC, en participant au cirque électoral pour soutenir la gauche, le PS et Mitterrand ! Elle nous expliquait alors que c'était une tactique pour se lier aux masses et pouvoir combattre leurs illusions : le résultat le plus évident était, comme nous le soutenions, de **renforcer ces illusions**. Mieux ou pire, une bonne partie de cette prétendue "extrême-gauche" a carrément fini au PS. Dans leur bilan critique des 10 ans de Mitterrandisme, les groupes survivants de 68 ont soigneusement évité de dresser le bilan de leur propre action ...

Lutte Ouvrière, la LCR et l'OCI (précurseur du PCI-MPTT) firent voter Mitterrand en 1981; la LCR, grisée sans doute par quelques gestes amicaux du PS, se baptisera même "composante de la majorité présidentielle" ... Nous ne reviendrons pas en détail sur tous les services rendus au capitalisme français par les gouvernements de gauche; rappelons simplement avec "Le Monde" que: "*Depuis 1982, le partage de la valeur ajoutée des entreprises, c'est-à-dire grosso-modo, des richesses produites, est de plus en plus favorable au capital et l'est de moins en moins aux salariés (...). Cette évolution traduit le choix fait en 1982 par M. Mauroy alors premier ministre d'aider les entreprises françaises, quasi exsangues, à remonter la pente. Bien évidemment ce choix fondamental (...) a été payé par les salariés*" ("Le Monde", 27/1/90).

Et ajouterons-nous, ce choix était tout sauf attendu ou surprenant: c'est précisément dans ce but que la bourgeoisie a laissé le PCF et le PS accéder au gouvernement.

Les "vraies valeurs de gauche" de ce gouvernement PS-PCF que Cresson dit regretter se réduisent aux quelques miettes accordées pour faire passer l'orientation générale pro-capitaliste, comme par exemple les 39 heures, mesure que Fabius jugera ensuite "précipitée". Aujourd'hui Peugeot vient en toute légalité de rétablir la journée de 10 heures de travail, grâce à un dispositif de la loi de novembre 1982 ...

Le gouvernement Rocard vit le jour sur le thème de l'apaisement des tensions politiques et sociales soulevées par l'intermède chiraquien: troubles sanglants en Nouvelle-Calédonie, gigantesques manifestations lycéennes brutalement réprimées, longue et dure grève des cheminots, impuissance devant la vague d'attentats; de plus les privatisations à marche forcée avaient provoqué d'âpres conflits d'intérêts entre groupes capitalistes alors même que les centaines de milliers de nouveaux actionnaires alléchés par la promesse d'un gain facile avaient vu leurs espoirs réduits en fumée par le krach boursier. Sentant l'approche de difficultés économiques et craignant des troubles sociaux, d'importants secteurs de la bourgeoisie préférèrent assurément torpiller les candidatures de la droite pour assurer la victoire des pompiers sociaux éprouvés.

Le gouvernement Rocard a sur ce point répondu entièrement à leurs espoirs: il a su désamorcer la vague revendicative de l'automne 1988 comme le mouvement lycéen de 1990, ramener la calme en Nouvelle-Calédonie, etc. Sur le plan économique, sa gestion ultra-orthodoxe des affaires a été servie par la croissance de l'économie mondiale et donc de l'économie française: alors qu'une récession, ou une stagnation économique, était redoutée, ce fut une période d'expansion qui était au rendez-vous. Et les économistes bourgeois reprocheront à posteriori à Rocard de ne pas avoir su profiter de cette croissance inattendue pour faire plus et mieux en faveur du capital. Eternelle ingratitude de la bourgeoisie vis-à-vis de ses serviteurs !

La "méthode Rocard" arrivait ces derniers temps de plus en plus au bout de ses possibilités. Politiquement l'accord avec les centristes n'a pas pu déboucher sur la formation d'une nouvelle majorité; socialement les explosions répétées des banlieues sont le signe clair d'une détérioration profonde et croissante du climat social;

économiquement la récession mondiale est bien là, contraignant à une aggravation de l'austérité.

Il était donc de l'intérêt de Rocard de passer la main avant que la situation ne se détériore sur tous les plans ! Quant au pompier en chef Mitterrand, sa responsabilité devant la bourgeoisie était de mettre en place un dispositif plus adéquat pour parer à tout risque d'incendie social. L'annonce de virage à gauche esquissée par Cresson et aussitôt authentifiée par le PC, les déclarations sur la nécessité d'un débat "francassant" jettent préventivement les bases d'une future polarisation droite-gauche de la vie politique pour, si besoin est, détourner à nouveau dans cette fausse alternative la colère des travailleurs.

L'exercice sera cependant tout sauf facile car le gouvernement Cresson est contraint de **continuer et d'accélérer la même politique anti-ouvrière et pro-capitaliste de ses prédécesseurs**: refus des 35 heures proposées par le P.S. pour remobiliser ses troupes, augmentation des cotisations sociales sans même augmenter la part patronale, tergiversations sur la promesse rocardienne d'augmenter (modérément) le SMIC, exaltation de la répression policière dans les banlieues, etc. le palmarès des premières semaines du nouveau gouvernement est éloquent. "*L'intérêt national oblige bien souvent à prendre des décisions qui ne font pas plaisir à tout le monde*", voilà la devise d'Edith Cresson, ce qui signifie: **le soutien à l'intérêt du capital oblige à s'attaquer aux intérêts des travailleurs**. Lorsque la récession frappe l'économie, les miettes à accorder aux prolétaires se réduisent et le tournant à gauche n'existe plus que dans le discours.

Quelles conclusions en tirer ?

Tout simplement que les travailleurs ne doivent pas plus attendre du gouvernement Cresson que de feu le gouvernement Rocard. Ils doivent se préparer à ne pas tomber dans le panneau du soutien à la gauche contre la droite qu'on essaiera de leur tendre, par exemple en montant en épingle la menace Le Pen. Surtout ils doivent savoir que seules leurs luttes pourront arrêter la dégradation de leur situation et faire obstacle aux politiques anti-ouvrières qui ne manqueront pas de se renforcer avec la récession mondiale.

SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES PROLETAIRES IMMIGRES

(Suite de la page 1)

plus que suspecte de Aïssa Ichich dans le commissariat de la ville, ont cédé la place à la mobilisation générale contre les "assassins" de policier. Le meurtre du jeune Youssef Khaïf qui était devenu un porte-parole des jeunes du quartier contre la mairie, a été quasiment excusé parce qu'il était passager d'une voiture volée et que les policiers auraient pu se sentir "menacés". Il a fallu que la famille porte plainte pour que la Justice accepte de s'intéresser à ce qui était une affaire déjà classée. "De toute façon, on n'en a rien à foutre, c'est un beur" aurait crié le policier meurtrier selon un témoin cité par "L'Humanité". Vrai ou faux, ce qui est sûr, c'est que le gouvernement, lui, n'en avait rien à foutre, trop occupé à calmer le malaise des policiers et à laver la police de l'accusation de racisme. Le Ministre de l'Intérieur a déclaré être le "ministre de la répression" et a donné des consignes "très strictes" contre les "casseurs", aussitôt appliquées sur le terrain lors des affrontements de Narbonne. Les partis d'opposition ont enfoncé le clou, accusant le pouvoir de "laxisme" et faisant l'amalgame entre travailleurs immigrés, révoltés des banlieues et délinquants: "certains quartiers de Mantes-la-Jolie (et de bien d'autres villes "à risque") sont pratiquement interdits à la police; s'y promènent en toute impunité des immigrés clandestins, des interdits de séjour qui se livrent à tous les trafics. Des voyous qui cassent et qui pillent ne sont pas les victimes d'une société capitaliste qui ne sait pas les comprendre, ce sont des délinquants" (Le Figaro, 10/6/91). Les mairies, de gauche ou de droite, réclament plus

de policiers.

Le PCF, Parti du Chauvinisme Français, ne pouvait être en reste; dans un tract sur l'immigration, il écrit que "l'immigration est devenue aujourd'hui un vrai problème", qu'il y a "des abus dans l'utilisation de la loi française qui permet le regroupement familial et qu'il faut les supprimer"; "drogue, violence, délinquance: faut-il fermer les yeux quand des immigrés sont dans le coup pour ne pas être traité de raciste?". Ce langage encore plus hypocritement insidieux que celui du Figaro est ainsi justifié par "L'Humanité" qui répond à la "surprise" qu'il provoque parfois: le tract "a le grand mérite d'être au plus près des interrogations des gens"-bonjour Chirac-" et de donner des réponses déjà formulées lors du 27e congrès"; "Le PCF souhaite l'arrêt de l'immigration. Il le dit depuis 1974. (...) Les communistes souhaitent le contrôle (sic) du regroupement familial. (...) Ils veulent que les communautés concentrées observent les mêmes devoirs, jouissent des mêmes droits, dans le respect de la tradition de vie française"-attention aux bruits et aux odeurs- (...) "La sécurité des personnes et des biens est un droit essentiel et la force publique, dont c'est la mission première, devrait pouvoir disposer des moyens nécessaires pour l'exercer" (L'Humanité, 28/6/91): Police, Propriété et Tradition française, devise commune à la gauche et à la droite.

Le gouvernement Rocard préparait une nouvelle série de mesures de contrôle de l'immigration, articulées en 3 points: "contrôle plus rigoureux du droit d'asile, du regroupement familial et des certificats d'hébergement" (La Tribune de l'Expansion, 28/1/91). Ces mesures n'ont pas encore vu le jour, peut-être en partie grâce à la lutte des déboutés du statut de réfugié politique qui a fait partiellement et pour un temps reculer le gouvernement.

Mais elles referont inévitablement surface car elles s'inscrivent dans l'orientation politique générale actuel-

le, comment nous venons de le voir. Les "accords de Schengen" signés le 14 juin vont dans le même sens car ils impliquent un renforcement accru du contrôle des flux migratoires aux frontières extérieures des pays du champ.

L'heure est donc sans équivoque au **renforcement des attaques contre les prolétaires immigrés**, partie intégrante de l'offensive contre tous les prolétaires. La réponse à cette attaque ne pourra évidemment pas s'appuyer sur ceux qui sont liés au gouvernement ou sur le PCF. Elle ne pourra pas compter sur les pompiers sociaux du style "SOS racisme" experts en showbiz qui comparent les explosions des banlieues aux luttes prolétariennes du dix-neuvième siècle avant que les syndicats jouent leur rôle de médiateur (nous disons nous: de trahison) et qui aspirent à jouer ce même rôle vis-à-vis des jeunes issus de l'immigration (Le Monde 8/6/91); Pour être efficace, elle devra se baser sur le terrain classiste de la solidarité entre travailleurs français et immigrés, sur le terrain de la lutte réelle, et non sur le terrain pourri de l'union de "tous les anti-racistes" et de "tous les démocrates" et des appels moraux à une "opinion publique" façonnée par les médias et les partis politiques bourgeois.

-SOLIDARITE DE CLASSE AVEC LES PROLETAIRES IMMIGRES !

-CONTRE L'EUROPE DE LA POLICE, VIVE L'UNION INTERNATIONALE DES PROLETAIRES !

-REGULARISATION DES SANS-PAPIERS, DES DEMANDEURS D'ASILE. NON AUX RESTRICTIONS AU REGROUPEMENT FAMILIAL. NON AUX QUOTAS RACISTES DANS LE LOGEMENT ET AUX DISCRIMINATIONS A L'EMBAUCHE. NON AUX EXPULSIONS !

-NON AU CONTROLE DE L'IMMIGRATION ! -TRAVAILLEURS FRANCAIS ET IMMIGRES, UNE SEULE CLASSE OUVRIERE !

Diouri : les causes de l'expulsion !

L'expulsion du réfugié politique marocain Diouri a provoqué un certain "émoi" jusque chez les plus godillots des sociaux; le ministre BCBG des Droits de l'Homme lui-même a eu un peu de mal à avaler la couleuvre: il faut dire que quelques heures à peine avant l'expulsion, Mitterrand s'était fendu d'un couplet anti-Chirac sur la France-terre d'asile et son accueil des réfugiés politiques. Pour tirer le gouvernement d'embarras, le quotidien "Le Monde" n'a pas hésité à consacrer un article de première page à une attaque en règle ... contre l'expulsé, accusé pêle-mêle de gagner beaucoup d'argent et de ne pas payer d'impôts, d'avoir trahi sous la torture son ami Ben Barka et d'être donc un peu responsable de sa mort, d'avoir collaboré avec la police de Hassan II et d'appeler à son renversement par l'armée, de rechercher en réalité l'expulsion pour faire de son futur livre un best-seller, etc. Le démocrate anti-Le Pen bien connu, Tapie, a déclaré à la presse: "maintenant il faut que trois ministres montent au créneau pour justifier l'expulsion d'un marocain! Mais où est-ce qu'on vit?". Le Pen et la droite ont renché-

ri. C'est que le Maroc est un marché important pour les industries françaises qui se heurtent pourtant à une concurrence grandissante. La part de marché française y "est passée de 27% en 1980 à 24% en 1990 et cela en raison notamment de l'agressivité nouvelle des espagnols et des italiens" (Les Echos, 10/6/91). Une délégation du CNPF emmenée par son président vient donc de se rendre au Maroc pour resserrer les liens et faciliter les investissements. Le ministre marocain des Finances a su trouver les mots pour toucher le coeur des patrons français: "je ne dis pas venez investir, mais venez gagner de l'argent au Maroc" (Les Echos, ibid.); en effet, "le taux de profit est aujourd'hui l'un des plus élevés du monde". Oui, mais voilà, selon le président de la Confédération économique marocaine, "certains malheureusement, se préparent en France à mobiliser des moyens assez considérables pour désinformer". François Perigot a aussitôt affirmé à ses interlocuteurs que "ces derniers mois, le patronat n'avait pas hésité à dénoncer des positions exagérément alarmistes ou même offensantes à l'égard d'un pays ami".

A la suite de ce beau voyage un nouveau protocole financier franco-marocain a commencé à être négocié à la mi-juin. L'expulsion de Diouri - avec la promesse d'un flicage accru des immigrés marocains par la police de Rabat - est sans aucun doute un résultat de cette négociation.

Il faudrait ne pas vivre dans un Etat capitaliste pour faire passer un réfugié politique avant un bon taux de profit. Pour les politiciens du P.S., le problème est de masquer cette réalité derrière l'idéologie bourgeoise de la Démocratie, de la Liberté, des Droits de l'Homme. Mais l'enjeu était sans doute cette fois-ci trop important pour qu'ils se donnent la peine de prendre des gants. A moins qu'ils aient misé sur l'abrutissement définitif du "peuple de gauche" qui, vaillamment, continue à les soutenir pour faire barrage à la droite...

CORRESPONDANCE:

POUR LA FRANCE : Editions Programme, 3 rue Basse Combalot, 69007 Lyon
POUR LA SUISSE : Editions Programme, 12 rue du Pont, 1003 Lausanne
POUR L'ITALIE : Il Comunista, C. P. 10835, 20110 Milano

No d'inscription à la commission paritaire de presse: 52926 - Directeur - gérant : Dessus. **Versements**: timbres poste, mandat ou chèque à l'ordre de : Dessus. **Abonnement au prolétaire**: 50 FF / 200FB / 30 FS / 15000 Li. **Abonnement de soutien**: 100 FF / 400 FB / 60 FS / 30000 Li. "Programme Communiste" (Revue théorique), le numéro: 25 FF / 10 FS / 140 FB / 5000 Li / 2 \$ / 10 DM / Amérique latine: US \$ 1 / USA et CDN: \$ 4 / 450 Pts. **Abonnement**: le prix de 4 numéros. **Abonnement de soutien**: 200 FF / 1000 FB / 80 FS / 40000 Li / 80 DM / 25 \$ / 3500 Pts / Amérique latine: US \$ 8 / USA et CDN: US \$ 35. "Il Comunista", le numéro: 2000 Li / 10 FF / 40 FB / 5 FS. **Abonnement**: 18000 Li / 60 FF / 240 FB / 35 FS. **Abonnement de soutien**: 30000 Li / 125 FF / 500 FB / 70 FS. "El Programa Comunista", le numéro: 400 Pts / 250 Ecs. / America latina: US \$ 0,5 / USA et CDN: US \$ 3 / 20 FF / 120 FB / 8 FS / 4000 Li / 8 DM / 20 Krs. **Prix de soutien**, le numéro: 800 Pts / 500 Esc. / America latina: US \$ 1 / USA et CDN: US \$ 6 / 40 FF / 240 FB / 16 FS / 8000 Li / 16 DM / 40 Krs.

La crise économique mondiale à la racine des crises politiques et des affrontements sociaux en Afrique (1)

A l'occasion d'un voyage au Sénégal, Jacques Delors déclarait il y a quelques mois, que l'Afrique risquerait de devenir "une zone d'instabilité fondamentale", le foyer "d'explosions politiques". Les déclarations du Président de la Commission Européenne expriment l'inquiétude des cercles impérialistes européens et français en particulier sur la situation du continent. Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, l'Afrique est secouée par une série de tensions, de mouvements, d'affrontements sans précédent depuis la période des indépendances il y a trente ans. Les grandes tendances qui ont déterminé l'histoire pour les décennies suivantes étaient alors à l'oeuvre dans les trois événements majeurs: massacre de Sharpeville, guerre civile dans l'ex-Congo belge, guerre d'indépendance algérienne.

A Sharpeville, la répression sanglante cassa le mouvement noir sud-africain et assura la perpétuation de l'apartheid. Au Congo l'intervention impérialiste (ONU) permit l'élimination de Lumumba et de ce qu'il représentait pour les masses populaires mobilisées pour leur émancipation, au profit d'un régime pro-impérialiste, capable de maintenir l'ordre, le régime de Mobutu. La signification de ces événements était que si la lutte anti-coloniale avait pu faire reculer les puissances coloniales et arracher les indépendances politiques, elle n'avait pas la force de leur faire réellement lâcher prise; elle n'était pas en mesure, sinon d'unifier le continent comme l'avait rêvé les révolutionnaires bourgeois pan-africanistes, du moins de surmonter sa balkanisation voulue par les ex-métropoles, et d'éjecter leurs hommes de paille. A la victoire algérienne répondirent la défaite face au bastion capitaliste blanc sud-africain et le coup d'arrêt congolais aux formes radicales, "plébéiennes" du mouvement révolutionnaire anti-colonial.

Aujourd'hui alors que les ultimes conséquences tardives de la vague anti-coloniale viennent à peine de se réaliser avec l'indépendance de la dernière colonie, la Namibie, un nouveau cycle de luttes grandioses s'annonce, qui embrasera tout le continent. Et comme il se doit le nouveau cycle commence là où l'ancien a fini. En Afrique du Sud, l'ANC "fête" le trentième anniversaire de Sharpeville par une collaboration toujours plus accrue avec ses anciens bourreaux et prépare un gouvernement mixte. En Algérie le fantôme de Ben Bella n'est revenu au pays que pour constater sa mort politique à l'heure des affrontements sociaux. Au Zaïre le Maréchal Mobutu tente désespérément de se maintenir au pouvoir en faisant alterner répression et simulacres de démocratisation. Partout les anciens équilibres sont ébranlés et les statu-quo remis en cause. Des forces autrefois rivales s'entendent, des oppositions disparaissent alors que d'autres naissent ou se préparent à naître. L'intangibilité des frontières issues de la décolonisation, le vieux principe du statu-quo, est battu en brèche. Le 27^{ème} Congrès de l'OUA le constate avec effroi et ne

sait y répondre qu'en tentant de ressusciter les rêves pan-africanistes sous la forme réactionnaire et illusoire de la perspective d'une "intégration" des Etats africains. De son côté, l'impérialisme français, grand balkanisateur de l'Afrique, lance l'idée d'un "Marché Commun" à l'européenne des pays de la Zone Franc. Une page se tourne en Afrique.

Les bouleversements en cours et en préparation provoquent une redistribution des cartes au niveau des puissances impérialistes (plutôt qu'un véritable repartage impérialiste) en ce qui concerne la Corne de l'Afrique et l'Afrique Australe. Selon "Libération" les russes en préparant leur désengagement de l'Ethiopie avaient fait des ouvertures en direction de l'Italie (ancienne puissance coloniale) et de la France afin que ces Etats prennent en partie leur relève et ne laisse pas l'Ethiopie entièrement sous la coupe américaine. Mais l'Italie et la France, peu désireuses sans doute de prendre des risques avaient décliné l'offre. Depuis lors, la France a essayé de prendre pied en Erythrée et de nouer des contacts avec le nouveau régime d'Addis Abeba. En Somalie par contre, aucun impérialisme ne semble pressé de s'engager dans une nation en pleine désintégration (1). En Afrique du Sud et en Namibie, comme en Angola, la normalisation de la situation aiguise les appétits et les rivalités des grandes puissances. La France passerait déjà des accords de ventes d'armes et de coopération militaire future avec l'ANC, manière de récupérer le retard accumulé dans les relations économiques a-vec la RSA par rapport à des pays comme l'Allemagne, l'Italie, le Japon ou la Grande-Bretagne.

Les racines des bouleversements et des crises politiques en Afrique sont économiques. Selon les chiffres de la Banque Mondiale le PNB par habitant - indice du degré de développement capitaliste - pour les pays d'Afrique sub-saharienne a atteint son maximum en 1974, date du déclenchement de la crise mondiale, il a stagné jusqu'en 1981, date de la 2^{ème} récession mondiale, et ne cesse de chuter depuis lors. Au début des années quatre-vingt des plans de sauvetage dits "d'ajustement structurel", ont été engagés sous l'égide des organisations internationales dans les pays les plus touchés par la crise. Selon la Banque Mondiale les Etats qui suivent une "réforme vigoureuse d'ajustement structurel" ont vu s'améliorer nettement leur situation économique dans la deuxième moitié des années quatre-vingt. Ces conclusions sont contestées, mais quoi qu'il en soit, les "progrès" économiques ont été accompagnés au prix de reculs sociaux : licenciements, baisses de salaires, fin des subventions aux produits alimentaires de base (2). La consommation privée par habitant a diminué en Afrique de 20% par rapport à son niveau de 1980. Les dépenses de santé et d'éducation sont passées en moyenne de 25% du budget des Etats en 1980 à 19% en 1987 alors que la population a

augmenté et que sa situation sanitaire s'est détériorée.

Le FMI dans son rapport sur les "perspectives mondiales" de mai 1991 se veut optimiste et prédit une forte hausse du Produit Intérieur Brut aux pays africains; mais malgré cela, le PIB par habitant ne dépasserait pas le niveau d'il y a 20 ans. Le taux de croissance du PIB serait négatif pour le Cameroun, le Zaïre, sans parler du Soudan, du Libéria, du Mozambique, de l'Ethiopie ou de la Somalie en pleines guerres civiles. Il serait positif pour les pays qui suivent les recommandations du Fonds: Nigéria, Togo, Madagascar, Ghana et Kenya. En fait la plupart des économies africaines ont la structure de leur commerce extérieur typique des pays dits en développement: elles exportent des matières premières, agricoles ou minérales, et elles importent des produits manufacturés. Et elles sont soumises depuis le début des années quatre-vingt à un "fort choc extérieur" pour reprendre le langage des "experts" internationaux: la baisse des prix de ces matières premières à la suite de la récession économique, puis de la croissance ralentie de l'économie mondiale, ainsi que de la constitution par les grandes puissances de "stocks stratégiques" colossaux afin de faire pression sur les marchés.

De 1983 à 1987 les prix ont baissé de 38% pour le cacao, de 41% pour le café, de 16,6% pour le sucre, de 80% pour le bois, de 57,4% pour les noix de palme. Les pays exportateurs de pétrole ont subi le "contre-choc pétrolier", tandis que les cours du phosphate, du cuivre, du fer, etc., n'ont cessé de diminuer. L'endettement consenti dans les années soixante-dix pour alimenter la croissance est alors devenu un poids supplémentaire pour l'économie; les flux de capitaux se sont inversés et les investissements extérieurs raréfiés.

L'investissement par habitant en monnaie constante aurait été en 1990 trois fois inférieur à son niveau de 1978 ("Le Monde", 29/8/90). Depuis le début des années 80, l'Etat se "désengage" de l'économie: cela n'empêche pas qu'en Afrique sub-saharienne, les investissements privés sont passés de 10,1% du PNB en 1970 et 9,7% en 1980, à 7% en 1989 en raison de la faiblesse du capitalisme privé, alors que les investissements publics passaient de 10,7% en 1970 à 9% en 1989.

La Banque Inter-Américaine de Développement a publié au début de cette année une intéressante analyse comparative de la "décennie de crise" en Amérique latine et en Afrique sub-saharienne. L'évolution du PNB par habitant a été de -1,1% par an en Amérique latine de 1981 à 1989 et de -2,8% de 1980 à 1987 en Afrique noire. De 1980 à 1988 le volume des exportations d'Amérique latine a faiblement augmenté et le volume des importations stagné; mais en Afrique sub-saharienne l'évolution a été négative: -1,3% pour les exportations de 1980 à 1987 (3) et -5,8% pour les importations. La part

des produits manufacturés dans les exportations est passée en Amérique latine de 12% au milieu des années 60 à 31% au milieu des années 80. En Afrique sub-saharienne l'évolution sur la même période a permis de passer de 7% à 12%: le poids du capitalisme industriel y est nettement plus faible. La Banque en voit la cause dans le moindre volume d'investissements. L'endettement est devenu proportionnellement plus fort; et les conséquences sociales négatives en Afrique noire de cette décennie de crise peuvent se lire dans la baisse de l'espérance de vie à la naissance, dans l'accroissement de "l'insécurité alimentaire" et dans la baisse du taux de scolarisation. Le rapport 1990 de la Banque Mondiale ne peut donc faire moins que de constater: "La crise économique persistante de l'Afrique constitue un défi sans précédent tant pour les africains que pour l'ensemble des acteurs du développement. L'Afrique sub-saharienne est en proie à des difficultés incommensurables et, si l'on ne parvient pas à renverser les tendances actuelles, la situation risque de devenir catastrophique sur le plan humain. D'ailleurs, dans certains pays, la faiblesse du revenu par habitant ou sa baisse provoquent déjà une détérioration des conditions de vie".

Avec quelle pudeur ces choses-là sont dites! En fait de pudeur il s'agit d'hypocrisie: la Banque mondiale ne pourra jamais dire que ces difficultés sont la conséquence des lois du capitalisme, parce que sa fonction est de faire en sorte que ces lois soit respectées et s'appliquent dans toute leur force: restructuration, rentabilisation, diminution des coûts de production, diminution de la masse salariale, suppression des subventions aux produits de premières nécessité, mobilité de la main-d'oeuvre, diminution de la consommation intérieure, concurrence accrue, etc, etc.

Pour que le capitalisme local et mondial ne s'enfoncé pas davantage dans sa crise, pour que les profits soient rétablis, la situation des prolétaires et des masses exploitées des villes et des campagnes est devenue catastrophique.

(à suivre dans le prochain numéro)

(1) "Marchés Tropicaux et Méditerranéens" (du 7/6/91), l'organe des milieux néo-coloniaux écrit: "L'équilibre régional est bouleversé. La guerre civile en Somalie n'avait qu'une portée limitée (...). Les sanctions ont le devoir d'agir. L'on ne peut laisser impunément se développer pareil désordre dans une zone aussi sensible".

(2) L'exemple de la Côte d'Ivoire, autrefois vantée pour son "miracle économique" est édifiant: le taux de chômage urbain est évalué au tiers de la man-d'oeuvre et la Banque Mondiale prévoit qu'il augmentera de 9,9% par an jusqu'en 1995... Une estimation de l'ONU avançait même un chiffre de 40% de chômeurs sur tout le continent en 1985.

(3) Les chiffres utilisés viennent de la Banque Mondiale et ne vont que jusqu'en 1987.

La valse impuissante des diplomates au Moyen-Orient n'empêchera pas les profondes contradictions sociales d'éclater, ni de remettre un jour la classe ouvrière à l'avant-scène !

La guerre déclenchée par l'impérialisme américain - et à sa suite par la cohorte des "Alliés" soucieux de ne rien perdre de la curée - contre l'Irak pour "libérer le Koweït" victime d'une agression militaire contraire au "droit international", ne pouvait militairement se solder que par l'échec de Saddam, tant l'équilibre des forces militaires lui était défavorable, et tant l'embrassement de tout le Moyen-Orient prévu par Bagdad se réduisit à quelques flammèches éparses et seulement à de la phrase anti-impérialiste. Le premier objectif de l'impérialisme est atteint: écrasé économiquement et militairement, l'Irak n'est pas prêt de sitôt à redevvenir une puissance majeure du Moyen-Orient, comme le lui aurait permis l'appropriation des champs pétrolifères du Koweït, en lui permettant de renforcer encore plus son potentiel militaire et d'acquérir une puissance financière sans équivalent dans la région.

L'autre objectif, celui de reconfirmer dans les faits et dans une situation internationale où les rapports inter-impérialistes se redéfinissent les uns par rapport aux autres, le rôle de gendarme mondial des Etats-Unis, est aussi atteint, même si pour cela l'Amérique du dollar tout-puissant a dû quémander à ses partenaires les milliards nécessaires pour mener l'entreprise guerrière. Le corollaire reste tout de même que les impérialismes "secondaires" d'Europe et du Japon, incapables de défendre leurs intérêts stratégiques par leurs propres moyens sont restés subordonnés à l'Amérique.

Si l'écrasement de Bagdad règle certains problèmes posés dans l'immédiat par la tentative de Saddam de créer un Grand Irak, il ne règle pas pour autant toutes les contradictions sociales, politiques et militaires de la région. Il ne fait en fait que déplacer les points de gravité des équilibres fragiles du Moyen-Orient, sans que l'impérialisme puisse

réellement les manœuvrer à sa guise, et qu'ouvrir une nouvelle période de déséquilibres plus prononcés encore.

Après que les canons se soient tus, l'impérialisme s'est immédiatement lancé dans une grande valse diplomatique en faveur de la construction d'un "nouvel ordre de paix au Moyen-Orient"; une paix qui selon les déclarations encore résonnantes des accents de la victoire, devait enfin apporter la sérénité et l'entente entre les peuples et les Etats, et résoudre même la douloureuse question palestinienne dans la "justice" et le "droit" !

Malgré ces emphatiques discours, les prolétaires les plus conscients ont pu découvrir la réalité destructrice et sanglante de la guerre dite "chirurgicale". Ils ont pu aussi constater, que malgré tous les discours enflammés contre le Hitler du Moyen-Orient, l'impérialisme ne désirait pas le moins du monde (haute en tout cas d'avoir trouvé un remplaçant moins autonome et plus à ses ordres) la

destitution du "tyran" de Bagdad, qui aurait signifié la fin de la tutelle sur les masses kurdes et chiites en révolte, sans parler de la partition sous une forme ou l'autre de l'Irak; donc une nouvelle série d'explosions sociales et nationales, notamment en Turquie, Syrie et Iran, que l'impérialisme cherche justement à éviter. Le tapage humanitaire sur les pauvres kurdes n'a servi qu'à justifier leur refoulement sans ménagement dans des camps bien gardés.

Ils ont pu aussi découvrir que les soi-disantes justifications de la guerre, démocratiques et respectueuses du droit international, n'étaient qu'une vaste mascarade destinée à acquiescer le consentement de la classe ouvrière aux efforts et aux sacrifices que pouvait entraîner la guerre. Il fallait justifier à la fois une plus grande pression sociale interne, rappelant à la discipline patriotique, et

(Suite en page 4)

La valse impuissante des diplomates au Moyen-Orient

(Suite de la page 3)

étouffer la révolte des familles devant le corps sans vie d'un proche.

De la même manière qu'avant la guerre s'activent les diplomates "porteurs de paix", la diplomatie, sitôt la capitulation d'un des adversaires, reprend du service comme complément logique de la guerre pour mettre en place les nouveaux statuts juridiques issus des nouveaux rapports de force militaires. A peine terminée l'opération "Tempête du désert", les Etats-Unis ont relancé l'offensive diplomatique au Moyen-Orient en faveur de la Paix et du règlement concerté des conflits et antagonismes régionaux. Ils déclarèrent mettre à profit la nouvelle situation et les accords de collaboration issus de la guerre entre eux-mêmes, les Etats arabes et Israël, profitant ainsi d'une dynamique "positive" de la guerre et des alliances qu'elle avait nouées. Aux justifications relatives au "droit international", d'avant la guerre, sont venus se substituer à posteriori d'autres justifications du conflit: grâce à celui-ci en effet, allait pouvoir enfin se réaliser le rapprochement et le dialogue de tous les Etats de la région y compris Israël, le plus intransigeant de tous !

Mais en plus des rapports tendus entre certains Etats de la région, ce qui préoccupe davantage encore l'impérialisme (parce qu'il n'a aucune prise dessus) est l'aggravation des tensions sociales qui vont résulter de la guerre. Le retrait des troupes américaines et alliées fait ressurgir le miroir aux alouettes diplomatique, dont la fonction est d'apaiser au mieux les réactions des prolétaires et masses laborieuses, de les dévoyer de la lutte directe, en les bernant par les illusions démocratiques, les "vertus du dialogue", et surtout en permettant une temporisation salutaire pour que les bourgeoisies locales en place au pouvoir renouent la situation en main.

La guerre a permis à tous les Etats de la région d'augmenter la pression qu'ils exercent sur les masses exploitées, mais en même temps a augmenté les risques d'explosion.

En Irak d'abord, l'exode massif des kurdes dans les montagnes pour fuir la répression des troupes de Saddam a conduit à un accord - après intervention des Alliés effrayés par les répercussions d'un tel exode sur l'ordre régional, et surtout dans un pays aussi stratégique que la Turquie - entre Saddam et la "résistance" kurde; mais le calme au nord de l'Irak sera de courte durée et Bagdad ne tardera pas à vouloir reprendre ses droits sur cette partie du territoire, avec ou sans Saddam. Au sud, les populations chiites n'ont pas eu droit à la même "compassion" de la part de l'impérialisme car la répression de la Garde républicaine a suffi à étouffer la révolte, mais là aussi s'est amorcée une nouvelle bombe à retardement.

Au Koweït, la situation est aussi pleine de contradictions et très tendue. Toute la société koweïtienne vivait du travail des immigrés, venus de tous les pays arabes, mais palestiniens, égyptiens et yéménites principalement et de l'Asie, coréens et philippins en tête; elle reste fondée sur des structures juridiques archaïques surmontant un affairisme et un capitalisme ultra-développé.

Les palestiniens au nombre de 350 000 avant la guerre formaient en particulier l'ossature de l'administration du pays; ils ne sont déjà plus que 170 000. L'Etat, et les "princes justiciers" leur font ouvertement la chasse, proclament sans détour qu'ils chasseront tous les palestiniens du pays, et leur interdisent le travail. Les Cheiks trouveront certainement d'autres forces de travail pour les remplacer, mais cette expulsion progressive rendra la question palestinienne encore plus tendue, compte tenu que cette diaspora faisait vivre plus d'une famille dans les Territoires Occupés.

L'Egypte n'a pas pu tirer du feu tous les marrons qu'elle convoitait. Venue avec une force armée importante en Arabie Saoudite, elle espérait, en "collaboration" avec la Syrie, former la base d'une force armée arabe stationnée en Arabie Saoudite, et investie par la dite "Communauté internationale" de la fonction de maintien de la paix et de l'ordre impérialistes. Ryad et les militaires américains trouvant sans doute cette armée trop peu digne de confiance, car formée de soldats aux conditions de vie misérables et capables de révolte contre leur propre autorité militaire (comme ils

l'ont déjà montré), ont écarté l'Egypte de la cour des grands et mis au panier les grands principes en faveur d'une "solution arabe" et du respect de la souveraineté des Etats du Moyen-Orient (1).

Privée de fructueux honneurs militaires, l'Egypte a durement encaissé le choc financier de la guerre. Rappelons que c'est par centaines de milliers que les travailleurs égyptiens ont dû quitter le Koweït et l'Irak et sont venus gonfler les rangs des chômeurs de leur pays. Les économies qu'ils avaient faites sont gelées depuis l'invasion irakienne et les émirs de retour refusent toujours de débloquent cet argent (pour autant qu'ils le fassent un jour). A ce manque de revenus de l'émigration s'ajoute le prix de la guerre. Le Koweït et l'Arabie Saoudite ont rapidement honoré leurs dettes vis-à-vis des alliés, mais ils n'ont pas eu la même promptitude de paiement avec leur "frère" égyptien ! Un proche conseiller de Moubarak a déclaré : " Nous avons laissé des plumes dans cette affaire. Nous avons perdu dans la crise près de 20 milliards de dollars sous forme de pertes directes ou de manque à gagner en raison de l'effondrement de l'activité touristique, du ralentissement du trafic dans le Canal de Suez, du tarissement des transferts effectués par les travailleurs égyptiens en Irak, à Koweït ou dans les autres pays du Golfe. Sans parler du coût de l'envoi de 35 000 hommes en Arabie Saoudite, aux Emirats Arabes Unis et à Koweït. Jusque-là, une partie seulement de cette facture a été payée, non pas par les monarchies pétrolières, mais principalement par les Etats-Unis".

Une telle situation dans un pays qui est toujours à la limite de l'explosion sociale, ne pouvait pas en rester là. Les Etats-Unis ont annulé quelques milliards de dettes que leur devait l'Egypte, l'Arabie saoudite a dû en faire autant pour 7 milliards et le FMI doivent réduire de 30 % la dette de 40 milliards. L'annulation de ces dettes, qui faisaient certainement partie des dettes pour lesquelles les banques internationales et d'Etat avaient constitué des provisions, et que l'Egypte n'était pas en mesure de payer de toute façon, ne compense probablement pas le coût direct et indirect de la guerre.

Pour sauver l'Egypte de l'effondrement, l'Arabie Saoudite réembauche les travailleurs égyptiens en priorité; de 684 000 en décembre 1990, ils sont passés à 1 000 000 actuellement. Cette embauche prioritaire en faveur d'un pays ayant fait partie de l'alliance arabe, ne résoud pas pour autant le problème des palestiniens et des yéménites, rejetés pour longtemps du marché du travail des monarchies pétrolières.

C'est aussi sur le front méditerranéen du Moyen-Orient que la poussée des contradictions s'exerce brutalement. Lorsque l'impérialisme et les Etats arabes parlent de la sécurité du Golfe, c'est toujours vers Israël et la Syrie qu'ils se tournent !

C'est bien pourquoi le secrétaire d'Etat américain James Baker et son homologue "soviétique", Alexandre Bessmertnikh, ont, ces derniers mois, couru les capitales de la Syrie, d'Israël, de la Jordanie et de l'Egypte pour "sonder", "discuter", "écouter", "convaincre" de la nécessité d'une conférence du Moyen-Orient pour la paix.

Cette conférence préconisée par les Etats-Unis et à laquelle les européens auraient bien voulu s'accrocher, eux les "spécialistes du monde arabe", est une véritable tarte à la crème de la diplomatie internationale. Tous les bourgeois savent bien que les contradictions de la région ne seront pas applanies par des effets oratoires autour d'une table, ni par une "bonne volonté" surréaliste des Etats en présence. Tous savent bien qu'Israël ne veut traiter qu'avec un Etat à la fois, comme il le fit avec l'Egypte, qu'il ne veut pas de la présence de puissances extérieures autres que les Etats-Unis et qu'il ne veut surtout pas négocier avec des palestiniens qui soient autre chose que des marionnettes. Tous savent bien que la Syrie ou la Jordanie pour ne parler que des principaux intéressés veulent exactement le contraire, parce qu'ils redoutent avant tout de se trouver dans un tête à tête avec le trop puissant tat hébreu.

La valse des diplomates dans la région s'est finalement soldée par un "échec", mais son but caché est au moins partiellement atteint: assurer une période de transition où l'illusion d'une paix en

douceur anesthésie les réactions des masses et fait diversion sur la réalité des conséquences de la guerre.

Après l'orgie de feux à laquelle ont pu se livrer les militaires dans le cadre de la "Tempête du désert", testant leurs matériels en condition réelle et à grande échelle, les diplomates se sont livrés à une autre orgie, de paroles lénifiantes, sur le désarmement dans la région, sur un plus grand contrôle des ventes d'armes, sur une plus grande responsabilité des grandes nations productrices de matériels militaires, etc. Plus jamais, nous chantaient ces diplomates, nous ne commettrons l'erreur que nous avons faites avec l'Irak en surarmant ce pays et en lui donnant la possibilité d'exercer une politique régionale à la mesure de ses moyens militaires, c'est-à-dire expansionniste, plus jamais nous ne céderons à la cupidité devant le profit facile des marchands de canons, la "raison" sera désormais notre seul guide, etc...

Pendant que radios, télévisions et journalistes sont remplis de ces paroles rédemptrices et s'entendent l'écho approuvateur auprès du prolétariat, l'impérialisme fait agir ses marchands de canons.

L'URSS d'abord, qui bénéficie en Syrie de quelques privilèges d'alliance, notamment de facilités navales en Méditerranée grâce à la base de Tartous, est déjà en passe de conclure un accord colossal sur la modernisation de l'armée syrienne. Cette modernisation comporte la livraison de chars T-72 et T-80, d'avions Sukhoï-24 (un bombardier à long rayon d'action) et du nouveau Mig-29. Tout ce matériel serait payé cash par la Syrie grâce à l'argent versé par l'Arabie Saoudite et le Koweït au titre de l'aide financière pour sa participation à l'alliance contre l'Irak. On ne peut donc que relever le cynisme de Bessmertnikh quand il déclare que : " si des progrès n'étaient pas réalisés sur la voie d'une conférence de paix, la situation risquerait de devenir tragique !"

Mais l'URSS n'est pas la seule à tirer son épingle du jeu, les Etats-Unis ont promis pour 10 milliards de dollars d'armes à l'Arabie Saoudite et au Koweït ! Ils ne se génèrent certainement plus pour en vendre à l'Iran et continueront à alimenter les arsenaux d'Israël, quels que soient les désaccords apparents sur la question des colonies. L'Arabie Saoudite est quant à elle destinée à devenir un immense arsenal des forces américaines, puisqu'au terme de l'accord avec celle-ci et le Koweït, les Etats-Unis quitteront militairement le territoire, mais garderont sur place le matériel nécessaire à une intervention plus rapide, de même qu'ils renforceraient leur présence navale dans le Golfe.

Rien de tout cela ne prépare la "paix" mais au contraire tout cela contribue à aggraver les tensions. Pour les masses palestiniennes, déjà trahies et désarmées par leurs propres représentants de l'OLP, l'expulsion de leurs co-nationaux du Koweït et de l'Arabie Saoudite ne sera pas la seule conséquence de la guerre. La situation de guerre et l'obéissance d'Israël à ne pas réagir aux bombardements des Scuds, se payera par une plus forte poussée des implantations de colonies dans les Territoires Occupés. En 1989, il y avait 248 colonies, dont au moins 185 en Cisjordanie, représentant une population de plus de 100 000 personnes (il y a 900 000 palestiniens en Cisjordanie et 500 000 sur la bande de Gaza). La pratique d'arrachage des arbres fruitiers, des oliviers et des cultures appartenant à des palestiniens sous les prétextes les plus divers, celle du détournement de l'eau au profit des seules colonies sionistes, se poursuit en s'accéléralant. Ariel Sharon, ministre de l'habitat a lancé un vaste plan de colonisation en Cisjordanie, à Gaza et sur le Golan. Au Golan le nombre de colons devrait doubler d'ici peu. En Cisjordanie et à Gaza il devrait augmenter de plus de 60 % cette année. Israël attend d'ailleurs une aide de 10 milliards de dollars des Etats-Unis (encore conditionnée au passage devant le parlement américain) pour l'intégration des juifs soviétiques, qui l'aidera directement et indirectement à mettre en oeuvre cette politique de colonisation accélérée (de son côté la France aurait promis 500 millions de dollars).

La terreur exercée par Tsahal (l'armée d'Israël) sur les prolétaires et les masses palestiniens durant tout le conflit avec l'Irak, sera ainsi mise au profit de cette extension des colonies. Mais pour le prolétaire palestinien cela signifiera encore plus d'arbitraire quotidien, d'exploitation, de chômage, de répression et de misère (2).

En réaction au nouvel accord " de fraternité, de coopération et de coordination ", signé par Assad de

Syrie et le président Libanais Hraoui, qui cimente un peu plus encore la présence et l'influence de la Syrie sur le Liban, Israël a déjà fait la démonstration de sa force militaire et de sa volonté de ne pas se laisser mettre en danger sur sa frontière nord en bombardant massivement des positions palestiniennes tout près de Saïda.

Pendant ce temps les diplomates parlaient toujours de paix, de conférences, d'espairs, etc...

Les prolétaires du Moyen-Orient ne se laissent certainement pas bercer par ces sirènes démocratiques qui masquent leur véritable rôle de gardien de l'ordre derrière leur jargon protocolaire. Ils paient tous les jours l'exploitation capitaliste, l'arriération sociale de pays régi par des structures quasi féodales, la répression généralisée, la trahison de leurs soi-disants représentants politiques, qui se vendent à leur ennemi pour un strapontin dans une institution internationale ou autour d'une table de conférence. Ils n'ont rien à attendre de la "nouvelle période de paix" qui devait faire suite à la guerre sinon plus de tourments encore.

Parce qu'il leur manque toute perspective classiste, ils n'ont d'autre ressource que de porter leur confiance vers ce qui apparaît de plus radical du point de vue politique et social, l'intégrisme en particulier ou même Saddam Hussein, apparu quelques temps comme le seul qui osait encore défier Israël.

Désorientés politiquement, les prolétaires du Moyen-Orient exprimeront encore dans leurs luttes cette confusion politique, mais ils ne désarmeront pas face à toutes les tentatives de les faire taire par la force ou de les tromper par des manœuvres diplomatiques et des promesses de paix. La paix ne sera jamais que celle des bougeois et de l'impérialisme. Nous n'appelons pas les prolétaires de là-bas à "oeuvrer" pour la paix; ils n'ont pas d'illusions à se faire à ce sujet. Seules leurs luttes de classe leur donneront la possibilité de sortir des griffes de tous les faux amis et leur permettront de retrouver une indépendance de classe indispensable pour élargir et unifier leur combat. Ce n'est pas le problème de la "paix" qui se pose à eux, mais toujours la même question de l'existence d'un parti de classe, ce parti communiste mondial de la révolution pour lequel nous combattons.

(1) Le 5 et 6 mars 1991 les huit Etats arabes alliés avaient signé une "Proclamation de Damas" pour un "nouvel ordre arabe", qui devait mettre sur pied une force militaire arabe pour assurer la sécurité du Golfe.

(2) Moshe Arens, ministre de la défense, déclare à ce propos avec cynisme: " La politique d'implantation n'est pas en contradiction avec les efforts de paix au Proche-Orient ... Les implantations en Samarie (Cisjordanie) doivent être mises sur le même plan que la création de village dans la plaine de Sharon (près de Tel Aviv) ... "

IL COMUNISTA No 27 / Maggio 1991

- I proletari non hanno niente da spartire col capitalismo dal volto umano propagandato dalla chiesa di Roma
- Perù: il colera non è una fatalità
- Sulla Comune di Parigi
- Il capitalismo sovietico in crisi (1)
- Prospetto introduttivo alla questione agraria (Sul filo del tempo)
- Capitalismo, agricoltura, ambiente - Intermezzo
- Riprendendo il bilancio sulle crisi avvenute nel nostro partito
- Camaleonti malati di protagonismo all'opera

A Paraître prochainement

BILAN D'UNE REVOLUTION (textes du P.C. International no9)

Ce texte est consacré à l'analyse marxiste de la révolution d'octobre, de la dégénérescence du pouvoir prolétarien et de la contre-révolution stalinienne

ALGERIE

L'Etat bourgeois n'est pas à démocratiser, mais à détruire !

(Suite de la page 1)

pas très pressée de boucler l'affaire. La France rappelle que "notamment en fin d'année 89 elle est apparue comme prêteur en dernier ressort de l'Algérie" (2), c'est-à-dire a assuré sa trésorerie pour lui éviter la mise en défaut. Ce sont là des choses qui se payent, car entre bourgeois, rien n'est jamais gratuit...

L'augmentation du prix du pétrole au cours de l'automne et de l'hiver a été un ballon d'oxygène inattendu qui a fait rentrer dans les caisses de l'Etat environ 3 milliards de dollars (3). Mais le budget 91 a été programmé sur la base qui passait pour prudente d'un baril à 23 dollars, alors que depuis le début de la guerre il est retombé à 20 dollars.

Le recours aux crédits extérieurs (demande de prêt à la CEE) étant limité car l'Algérie devient de plus en plus un "pays à risque", il ne reste plus que la ressource traditionnelle de pressurer encore davantage les prolétaires et les masses exploitées.

Le chômage atteint déjà au moins 25% de la population active. L'inflation, officiellement de 25% est en réalité plus proche de 50%. Seuls les produits de première nécessité comme la pain, la semoule, le sucre, etc., ont toujours leurs prix gelés. Mais un ministre du gouvernement Hamrouche laissait entendre que ce n'était que provisoire (4). D'autre part les mesures de chômage technique frappent de nombreuses entreprises qui tournent au ralenti. Les réformes économiques en cours sont synonymes d'intensification de la charge de travail et de menaces de licenciements.

La détérioration continue des conditions de vie et de travail n'est pas allé sans provoquer des réactions: manifestations, mini-émeutes, grèves. Le FIS avec son discours radical et qui s'appuie sur les traditions culturelles et religieuses des masses aussi bien que sur le nationalisme hérité de la guerre d'indépendance, a pu capitaliser l'hostilité au FLN et à l'état de choses existant bien plus facilement que les nouveaux partis démocratiques. Bien incapables de proposer quoi que ce soit pour soulager les difficultés des masses populaires, ces derniers s'adressent surtout aux couches bourgeoises et aux classes moyennes modernes (cadres, techniciens). Disposant d'une forte implantation parmi les petits commerçants (il a animé la fameuse grève des bijoutiers), le FIS a réussi aussi à se faire entendre de la masse des paysans qui, chassés par l'exode rural viennent grossir les rangs des chômeurs des villes. Son influence est jusqu'ici bien moindre parmi la classe ouvrière. Le Syndicat Islamique du Travail - syndicat de type fasciste voulant ignorer les différences de classe - a semble-t-il vu son audience se réduire parmi les employés des transports. Le SIT s'est opposé à la grève générale des 12 et 13 mars, lancée par l'UGTA, et qui a été un grand succès. Certaines sections du SIT ont d'ailleurs été contraintes de rejoindre le mouvement le deuxième jour pour ne pas voir leurs adhérents désertir l'organisation. Certes, cette grève avait été organisée par les bonzes syndicaux pour tenter de prendre leur distance par rapport à un pouvoir discrédité alors que la multiplication des mouvements revendicatifs (voir la grève des 6000 travailleurs de l'E.N.C.C. commencée fin février) menaçait de les mettre sur la touche. Elle a cependant répondu à un besoin de la classe ouvrière et elle a constitué malgré tout une démonstration de force, potentiellement menaçante pour les bonzes eux-mêmes. Notons au passage que les faux "communistes" du PAGS, implantés dans la bonzerie, n'avaient pas manqué de condamner la grève pour les dangers qu'elle faisait selon eux courir au pays...

En juin 90 les islamistes avaient déjà cassé la grève des éboueurs d'Alger. Le "responsable de l'économie" du FIS estime que "les algériens ne travaillent pas beaucoup et l'exemple vient de haut"; et en cas de venue au pouvoir des islamistes, les syndicats "devront privilégier l'intérêt général avant de chercher à gonfler les poches des travailleurs" (5).

Cette déclaration et cette pratique démontrent l'orientation fondamentalement anti-ouvrière du FIS. Les islamistes peuvent séduire certaines franges de

travailleurs par leur dénonciation virulente des injustices, certaines couches de chômeurs prêts à se raccrocher aux moindres promesses et qu'on dresse contre les femmes qui "prennent des emplois". Leur base naturelle se trouve dans la petite-bourgeoisie réactionnaire menacée ou en voie de prolétarianisation qui se reconnaît dans les odes à l'initiative et à la propriété privées, dans les imprécations contre l'Etat voleur et les dirigeants corrompus et qui rêve d'un Etat où toutes les classes seraient unies au nom de l'Islam. Mais comme les fascismes allemands et italiens ils ne peuvent en fin de compte que servir d'instrument à la classe dirigeante pour protéger l'ordre bourgeois et servir les intérêts du capitalisme - y compris contre la petite-bourgeoisie.

LE DEVELOPPEMENT DE LA LUTTE PROLETARIENNE INDEPENDANTE DE CLASSE, ET NON L'UNION AVEC LES BOURGEOIS DEMOCRATES, EST LA REPONSE A LA MONTEE DE L'ISLAMISME

L'aggravation de la situation économique et sociale de l'Algérie est, nous l'avons vu, la cause de l'évolution accélérée de la situation politique. Le FLN a essayé de jouer la carte du seul rempart - à peu près démocratique - contre l'obscurantisme du FIS, tout en faisant de la surenchère réactionnaire à l'APN (devenue comme le dirent les caricaturistes une assemblée de barbus). Mais à ce compte-là, c'est le FIS qui sortit grand vainqueur en remportant la majorité des mairies, Kabylie exceptée, lors des élections municipales. Ce premier succès servit dans un premier temps de tremplin aux islamistes; mais le FLN avait pris soin de retirer aux municipalités une bonne partie de leurs prérogatives, ce qui a sensiblement réduit pour le FIS les possibilités de clientélisme. Les élections législatives, préparées par le gouvernement par un savant charcutage à la française, ne pouvaient laisser espérer au FIS, en butte par ailleurs à un certain désenchantement de ses partisans, une victoire certaine et complète.

Or le FIS estimait qu'il ne pouvait se permettre un échec relatif qui le frustrerait de son accès au pouvoir, sans risquer de voir s'accroître ce désenchantement. Plus que la contestation des islamistes "modérés", il risquait surtout d'être débordé par les courants les plus extrémistes. Il était donc obligé de se radicaliser tout en reprochant au FLN de ne pas avoir respecté un accord implicite ou explicite passé avec lui sur l'organisation de ces élections; il engagea l'épreuve de force de la grève générale alors qu'il s'était affaibli au cours des derniers mois, puis devant l'échec de celle-ci, il s'engagea dans une fuite en avant en faisant venir par milliers ses manifestants et en répondant à la police par des manifestations.

Il semble incontestable qu'avant que ces manifestations ne dégénèrent en émeutes la plupart des militants islamistes soient rentrés chez eux, laissant les jeunes des quartiers affronter seuls les forces de répression. Madani l'a admis implicitement en disant que s'il "n'avait pas arrêté ses militants, ils auraient dévoré les blindés".

Le message à la bourgeoisie est on ne plus clair: sans nous pour encadrer les manifestants, c'est le chaos et l'anarchie. Et les autorités, c'est-à-dire à ce moment-là, l'Etat-major de l'armée, l'ont bien compris en accordant au FIS la destitution du gouvernement et la promesse d'élections législatives et présidentielles "honnêtes" contre son appel au retour au calme.

La direction du FIS a sans aucun doute également donné au moins tacitement son feu vert aux arrestations des éléments incontrôlés en son sein.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

3ème liste 1991 :

A.B. : 300,- / Ren. : 4000,- / anonyme: 70,- / Paris: 600,- / Charentes: 50,- / Marseille : 500,- / lecteur: 35,-
TOTAL : 5.555,- TOTAL GENERAL : 9.883 FF

QUELQUES ENSEIGNEMENTS

Que le gouvernement respecte ou non ses promesses, que le cri de victoire du FIS soit ou non prématuré est une autre affaire; mais il ressort avec éclat des événements que l'armée et le FIS sont en dernière analyse, chacun à leur place, les deux facteurs décisifs de la stabilisation de l'ordre bourgeois dans l'Algérie contemporaine. Cela ne signifie pas nécessairement que nous allons à brève échéance vers un gouvernement militaro-islamique (la dite "solution pakistanaise" des experts américains en maintien de l'ordre); mais cela signifie que toutes les alternatives politiques bourgeoises seront élaborées et verront le jour sur la base de la combinaison, à des degrés divers et sous des formes variables, de ces deux facteurs, plutôt que sur la base d'une démocratie parlementaire à l'occidentale. Les partis et les forces politiques démocratiques bourgeoises ont fait durant cette crise la démonstration de leur totale nullité, liée à leur absence de base populaire. Par ailleurs le capitalisme algérien n'est pas en situation de pouvoir se payer de façon un tant soit peu durable les frais nécessaires au fonctionnement d'une démocratie libérale (concessions aux travailleurs pour en rompre certaines couches, mise en place de réseaux d'amortisseurs sociaux, entretien d'appareils de collaboration de classes et ainsi de suite). Les épisodes "d'ouverture démocratique" sont voués à n'être que des parenthèses destinées à jeter de la poudre aux yeux des masses entre deux périodes autoritaires de répression brutale.

Depuis l'indépendance, l'armée a été le principal pilier du régime, non seulement en raison de la faiblesse de la bourgeoisie algérienne, mais aussi et surtout pour mater les tentatives des travailleurs et des couches déshéritées de résister à l'exploitation capitaliste.

Aujourd'hui le développement d'une classe bourgeoise diversifiée pousse sans doute au passage à des formes politiques de type "démocratique" ou semi-démocratique afin de laisser plus de jeu à l'expression des rivalités inter-bourgeoises et afin d'intégrer au système les nouvelles couches moyennes; mais la menace grandissante des sans-réserves, chômeurs ou salariés, rend le recours à l'armée encore plus inéluctable qu'autrefois, que ce soit sous la forme ouverte de l'état de siège ou sous la forme masquée d'une dictature militaro-islamique (6).

L'impérialisme a également son mot à dire dans les restructurations politiques. La France qui soutenait le gouvernement Hamrouche, s'est inquiétée des cris de victoire islamiques: les orientations anti-françaises du FIS sont bien connues. Or Paris a les moyens de déstabiliser économiquement tout gouvernement algérien. De même l'Italie a suspendu les imposantes lignes de crédit dont nous avons parlé plus haut dès que l'état de siège a été décrété "en raison de l'incertitude politique": chantage rien moins que discret pour peser sur les orientations politico-économiques de l'Etat algérien. Ces lignes ont été rétablies après que des personnalités tout à fait rassurantes pour la bourgeoisie internationale aient constitué le nouveau gouvernement.

LA FAILLITE DES ORGANISATIONS QUI SE RECLAMENT DE LA CLASSE OUVRIERE

L'UGTA qui lors de la grève générale de mars avait joué la comédie de la défense intransigente des intérêts ouvriers, a retrouvé sans effort le langage plus naturel de serviteur de la bourgeoisie: "notre pays traverse aujourd'hui une phase difficile en raison de la situation résultant des derniers événements qui ont abouti à l'intervention de l'Armée Nationale Populaire afin de préserver la paix et la stabilité après que de tels événements aient failli mener à une "fitna" dont les conséquences imprévisibles mettraient en danger l'avenir du pays". Préserver la stabilité de la société bourgeoise est évidemment l'impératif premier des bonzes syndicaux qui continuent en appelant à "raffermir le sens de la solidarité nationale entre les différentes couches du peuple algérien", à préserver "l'outil de production en vue de renforcer l'économie nationale et l'unité du pays" (déclaration du secrétariat de l'UGTA, 13/6/91), donc en appelant la classe ouvrière non pas à la lutte mais à la collaboration de classes avec la bourgeoisie vampire qui l'exploite et la réprime.

La position des larbins du PAGS est du même tonneau, avec la différence qu'ils avaient appelé dès le 5 avril au boycott des élections par crainte d'une victoire des islamistes. Nostalgique de l'épo-

que heureuse de la dictature du FLN, le PAGS appelait "le peuple dans son ensemble (donc bourgeois et prolétaires-Ndlr) et ses forces démocratiques et patriotiques à rejeter cette aventure dangereuse pour le pays et à réclamer l'interdiction des partis obscurantistes qui menacent le devenir du pays".

Contre le FIS le PAGS préconise une union sacrée avec le FLN et l'Etat bourgeois. Le communiqué du BP du PAGS (14/6), déclare: "le FIS viole la constitution, les lois et l'état de siège (horreur!), il faut l'interdire immédiatement (...) pour le salut du processus démocratique et de la patrie". Il est clair en tout cas que pour le PAGS un processus démocratique non aventuriste ne se conçoit que sous la protection solide des blindés et de l'état de siège...

Le respect fanatique de la loi et de la paix sociale écocore de plus en plus de monde et les pousse à se tourner vers "l'extrême-gauche" trotskyste. Mais celle-ci n'a montré que son incapacité congénitale à prendre des positions authentiquement communistes.

Le Parti des Travailleurs (ex-OST, lié au PCI-MPPT français), connu au travers de sa dirigeante Louisa Hanoun, a témoigné à nouveau de son sursuisme en soutenant, comme les Ben Bellistes ou le MAJD, ... la grève du FIS (ce qui lui a valu les félicitations de Madani)! Le PT avait déjà fait partie du "G7", groupe de 7 partis constitué autour des Ben Bellistes au printemps. Ce rassemblement hétéroclite de groupes bourgeois concurrents à la recherche d'une audience s'est dispersé assez vite sans avoir rien fait. Ce n'est pas le PT qui a volontairement mis fin à son alliance avec la clique Ben Belliste, avec le MAJD, parti de l'ancien chef de la Sécurité Militaire sous Boumediène et ancien Premier ministre de Chadli et autres RCD; la meilleure preuve que le PT persiste dans sa politique de collaboration de classes est qu'il appelle maintenant à un "gouvernement de crise" "contre la faim et la misère" - mais pas contre le capitalisme -, bref à un gouvernement d'union nationale.

L'autre grand courant trotskyste est le PST (proche de la LCR française). Il annonce fièrement dans "Rouge" être "la première organisation d'extrême-gauche en Algérie", avec... "3000 adhérents possédant une carte du PST" et "plusieurs centaines de militants" (7)! Voilà qui nous montre déjà que nous sommes en présence d'héritiers non du bolchévisme, mais du menchévisme, jusque sur le plan organisationnel.

L'orientation mise en avant par le PST n'est plus la traditionnelle "assemblée constituante" (thème repris maintenant par le FFS d'Aït Ahmed), mais le "Front Ouvrier Populaire". Nos trotskystes, qui se rappellent sans doute vaguement que Trotsky qualifiait avec raison l'adhésion à un Front Populaire de "trahison du prolétariat dans l'intérêt d'une alliance avec la bourgeoisie" y ont ajouté le mot "ouvrier". Mais cela ne peut suffire à changer la réalité d'une politique qui, pour refuser à la différence du PT, à la fois le FLN et le FIS, reste interclassiste (ce Front devant en effet défendre "les intérêts de toutes les couches populaires") et orientée en direction des démocrates bourgeois (appelés "camp populaire" ou "progressistes").

L'OSIA (Organisation Socialiste Illal Amam, ex-MCA), proche du courant trotskyste représenté en France par "Socialisme International" continue à parler de la classe ouvrière et du socialisme, mais elle n'arrive pas à sortir du démocratisme qui est le véritable programme commun à toute l'opposition non-islamiste, ni à présenter d'autres perspectives.

Un des slogans du tract de Paris du 11/6 de l'OSIA est le très bourgeois: "Expression de la souveraineté populaire: Election libre d'une Assemblée constituante souveraine". Et on peut lire dans ce tract des perles de ce type: "c'est autour de cet objectif (les "libertés démocratiques"-Ndlr) de lutte que les travailleurs, les jeunes, les femmes, les paysans et les véritables démocrates et révolutionnaires doivent se rassembler désormais". Quelle différence avec l'interclassisme d'un PST, voire d'un PAGS? Certes le "rassemblement" des couches exploitées et opprimées est indispensable à la victoire de la révolution; mais ce rassemblement ne pourra et ne devra se faire que derrière la classe ouvrière, déjà elle-même "rassemblée" autour de son programme et de son parti, et sur des objectifs non pas démocratiques, mais anti-capitalistes; non pas pour exprimer la mensongère "souveraineté populaire", mais pour instaurer la dictature du prolétariat. Sinon tout "rassemblement" ne sert qu'on le veuille

(Suite en page 6)

ALGERIE

(Suite de la page 5)

ou non, qu'à enfermer la classe ouvrière sur le terrain de son ennemi de classe, qu'à la paralyser par une alliance avec les bourgeois démocrates, bref ne sert qu'à préparer les conditions de sa défaite. En 1936, Trotsky, écrivant contre la funeste tactique des stalinien français entrés dans une alliance de Front Populaire avec les socialistes et les bourgeois démocrates du Parti Radical, disait: "Quand la misère prend le paysan à la gorge, il est capable de faire les sauts les plus inattendus. Il regarde la démocratie avec une méfiance croissante. Le mot d'ordre de la défense des libertés démocratiques - écrit Montmousseau correspond parfaitement à l'esprit de la paysannerie". Cette phrase remarquable montre que Montmousseau comprend aussi peu la question paysanne que la question syndicale (Montmousseau était un responsable syndical-NdlR). Les paysans commencent à tourner le dos aux partis "de gauche" précisément parce que ceux-ci sont incapables de leur proposer rien d'autre que des paroles en l'air sur la "défense de la démocratie". (...) Le prolétariat doit parler avec les paysans le langage de la révolution: il ne trouvera pas d'autre langue

commune" ("Encore une fois, où va la France?" - mars 1935).

L'OSIA et les trotskystes nous répondront peut-être que les paysans, petits-bourgeois et autres progressistes mal définis n'ont pas en Algérie "fait l'expérience de la démocratie" et que donc les mots d'ordre démocratiques conserveraient leur valeur. Cependant les masses paupérisées et les chômeurs ne se rassemblent pas autour du FIS parce que celui-ci se dit démocrate, mais parce qu'il n'hésite pas - en paroles - à s'en prendre aux bourgeois et à parler de renverser le régime actuel. La seule possibilité de combattre l'influence grandissante des islamistes sur ces masses dépend de l'entrée en lutte de la classe ouvrière, non pas pour démocratiser gentiment l'Etat en accord avec les bourgeois, mais pour l'affronter ouvertement et le renverser.

* * * * *

Nous n'en sommes pas encore là en Algérie; mais pour résister à l'exploitation capitaliste, pour combattre la répression, pour améliorer et a fortiori pour changer leur sort, les prolétaires ne peuvent envisager de faire un bout de chemin avec la réaction islamique. Ils ne peuvent pas non plus, sous

prétexte de barrer la route au FIS, tomber dans l'uniformité avec le parti gouvernemental, responsable direct de tous les méfaits et de tous les crimes du capitalisme. Mais ils ne peuvent pas davantage se raccrocher à l'alternative "démocratique" aux frères ennemis que sont le FIS et le FLN, version FFS ou version trotskyste plus "radicale", qui est une voie sans issue: les démocrates sont condamnés à passer un accord avec l'un ou avec l'autre.

La classe ouvrière ne peut faire face à l'Etat bourgeois, ne peut arracher les revendications dites démocratiques (comme la suppression des discriminations envers les femmes) que nous préférons appeler sociales et politiques pour écarter toute ambiguïté envers l'idéologie démocratique, que si elle s'organise de façon indépendante, selon les méthodes et les principes de classe. C'est-à-dire qu'elle ne peut imposer un rapport de force favorable vis-à-vis de la bourgeoisie, amorcer la lutte révolutionnaire et avancer ainsi vers son émancipation définitive du joug capitaliste qu'en se dotant de son parti de classe, véritable état-major de combat dans la lutte de classe, constitué sur la base invariante du programme communiste.

Travailler à la constitution de ce parti révolutionnaire marxiste international, en union étroite

avec les militants restés fidèles au marxisme authentique dans les autres pays, telle est la tâche qu'impose objectivement et avec une force toute particulière les événements brûlants d'Algérie aux révolutionnaires qui y trouveront la force de rompre avec le démocratisme et l'interclassisme.

(Le 27 juin 1991)

(1) "La Tribune de l'Expansion", 6/6/91

(2) ibid.

(3) "L'Expansion", 6-19/6/91

(4) ibid.

(5) ibid.

(6) voir comme exemple de la pérennité de leur action, l'avertissement des militaires: "Il importe que nul n'ignore que les enquêtes de recherche et de poursuite (...) s'étaleront sans relâche sur plusieurs années, avec toute la rigueur requise (...). La suppression prévue à terme de l'état de siège n'entamera en rien la poursuite des actions de recherche et de lutte en cours". Extrait du "communiqué n°4" du Commandement militaire.

(8) "Rouge", 13/6/91. Les menchéviques s'étaient d'abord opposés aux bolchéviques en préconisant un parti "large" et "ouvert", alors que pour les bolchéviques, seuls les véritables militants pouvaient être considérés comme membres du parti.

Sur le fil du temps

PACIFISME ET COMMUNISME

Les réactions aux préparatifs bellicistes contre l'Irak, puis à la guerre elle-même ne sont pas allées, dans leur immense majorité, au-delà des orientations pacifistes. Dans le cas du PCF et de ses organisations satellites, ce pacifisme était doublement hypocrite, puisqu'il proposait de s'en tenir à l'embargo mis en place par l'ONU, c'est-à-dire à une mesure de force; et parce qu'il dénonçait cette guerre essentiellement parce qu'elle aurait été contraire aux "intérêts nationaux" du capitalisme français. Il n'est donc pas étonnant que fondé sur une base aussi pourrie, le mouvement anti-guerre se soit presque instantanément effondré dès que la guerre a été déclenchée; dans la plupart des cas il a sagement obéi aux interdictions décidées par les Préfectures et les organisateurs officiels se sont par exemple empressés de se démarquer des appels - par ailleurs vides - à la désertion lancés par un écrivain proche de la LCR. L'extraordinaire matraquage de la propagande belliciste, qui mettait en scène une guerre "intelligente", "propre", et pratiquement sans dangers pour les alliés, l'a facilement emporté sur les appels à la sensiblerie des pacifistes (du style: "pour les enfants bombardés, négociez!") d'autant plus que la référence à "l'intérêt national" conduisait naturellement à tenir le raisonnement suivant: puisqu'il n'a pas été possible d'empêcher la guerre, la meilleure solution est que ce soit "nous" qui la gagnions.

HIER

La tradition des marxistes révolutionnaires comprend la ferme opposition au nationalisme, au militarisme, à tout bellicisme fondé sur la solidarité ouvrière avec l'Etat bourgeois au nom des trois fameuses escroqueries: la défense contre un agresseur - la libération de peuples gouvernés par des Etats d'une autre nationalité - la défense de la civilisation libérale et démocratique.

Mais une tout aussi solide tradition de la doctrine et de la lutte marxiste est l'opposition au pacifisme, c'est-à-dire à ces idées et à ce programme vagues qui, lorsqu'ils ne sont pas tout simplement le camouflage hypocrite des fauteurs de guerre, se présentent comme la stupide illusion de la recherche d'une entente entre courants et classes opposés pour "l'abolition de la guerre" et la "paix universelle", au lieu du développement et de l'approfondissement des luttes de classe.

Les socialistes ont toujours soutenu que le capitalisme produit inévitablement les guerres; et cela aussi bien dans la phase historique où la bourgeoisie établit sa domination en constituant des Etats nationaux centralisés, que dans la phase impérialiste moderne où les divers Etats historiques rivalisent dans la conquête et la domination des continents arriérés. Qui veut abolir la guerre doit abolir le capitalisme. S'il existe donc des pacifistes non socialistes il faut les considérer comme des adversaires, puisque, de bonne ou de mauvaise foi (comme toujours le premier cas est le pire) ils tendent à affaiblir l'orientation

Comme le rappelle le texte que nous publions ci-dessous le pacifisme est un précieux auxiliaire de la bourgeoisie parce qu'il tend à détourner le prolétariat de la seule perspective qui pourra mettre fin au capitalisme et à ses guerres, la perspective de la guerre civile et de la révolution.

Ce texte, écrit au moment où les propagandistes bourgeois présentaient l'ONU et les nouvelles organisations internationales comme le début d'une évolution vers une organisation inter-étatique mondiale unique, qualifie cet hypothétique nouvel ordre mondial comme la pire des solutions contre-révolutionnaires. Cela ne signifie pas que nous jugions alors cette hypothèse probable; au contraire nos "Perspectives de l'après-guerre" l'avaient explicitement écartée dès 1945. Et si aujourd'hui l'impérialisme américain semble être le maître incontesté de la planète, à cause non tant de sa victoire sur le petit Irak que de la crise de son rival soviétique, l'hypothèse que le fameux "nouvel ordre mondial" de Bush puisse, sinon déboucher sur quelque chose ressemblant à "l'Etat mondial" (à l'existence duquel semblent croire des groupes comme le "G.C.I." ou "L'Aube Internationaliste"), du moins acquérir une véritable consistance, cette hypothèse donc, est encore moins vraisemblable qu' alors. Elle ne pourrait acquiescer une certaine force qu'après une nouvelle guerre mondiale et la victoire de l'impérialisme sur la révolution communiste.

classiste de notre action et à gêner la lutte contre le capitalisme, sans pour autant atteindre leur objectif illusoire d'un capitalisme sans guerre (objectif qui n'est d'ailleurs pas le nôtre).

Ceci rappelé brièvement, il est cependant utile de préciser que l'analyse des guerres donnée par l'école marxiste (voir Marx, Engels, Lénine) n'est jamais tombée dans le simplisme qui nierait les répercussions considérables des guerres et de leurs résultats sur le sort et le développement du socialisme révolutionnaire. Si nous nous référons à la phase actuelle de capitalisme ultramoderne, une analyse complète ne nous permet pas d'écarter la possibilité de l'apparition, après de nouveaux développements, d'un système capitaliste organisé en un complexe unitaire dans le monde entier, que ce soit un super-Etat ou une fédération, capable de maintenir partout la paix. Cela apparaît toujours plus l'idéal des pires bandits capitalistes et de leurs hommes de main style Churchill, Truman et autres. Nous n'excluons pas cette hypothèse, dépeinte avant 1914 sous les meilleures couleurs par les Norman Angell, mais nous la considérons comme une éventualité bien pire que celle du capitalisme engendrant des guerres en série jusqu'à son écroulement final. Ce serait l'expression la plus contre-révolutionnaire et la plus anti-prolétarienne, celle qui, de façon rien moins que surprenante pour la vision théorique marxiste, concentre au maximum les possibilités d'écraser toute révolte des exploités à l'aide d'une implacable police mondiale à commandement

unique et disposant du monopole de tous les moyens d'attaque et de destruction, au service de l'oppression capitaliste.

Le pacifisme, en tant que renonciation générale à l'emploi de la violence dans les rapports entre les Etats, entre les peuples, entre les hommes, fait partie de ces idéologies creuses et sans fondement historique dont le marxisme a fait justice. Les doctrines de la non résistance au mal, outre le fait qu'elles sont irréelles et historiquement sans exemple, ne peuvent servir qu'à détruire au sein de la classe ouvrière la préparation à l'insurrection pour renverser par la force le régime bourgeois, c'est-à-dire le seul moyen selon les marxistes pour en finir avec celui-ci: ce sont donc des doctrines anti-révolutionnaires.

Le christianisme lui-même, qui est aujourd'hui avec son horreur de la violence le principal moyen d'engourdissement des opprimés pour qu'ils acceptent les injustices sociales, alors qu'hypocritement il permet aux prêtres de toutes les églises de bénir les guerres et les répressions policières, le christianisme donc fut historiquement un mouvement de lutte; et le Christ disait qu'il n'était pas venu pour apporter la paix, mais la guerre.

Les fondateurs du marxisme ont par ailleurs toujours considéré comme des grossières apologues du capitalisme les idées selon lesquelles les guerres, inévitables dans l'Antiquité et au Moyen-Age, pourraient être évitées une fois que la révolution bourgeoise libérale a triomphé partout, et les conflits entre Etats résolus sans effusions de sang. Karl Marx, qui avait continuellement à faire face à ces idéologies soufflées par la société bourgeoise, ne cachait pas son mépris infini envers ces divagations qu'il dut finalement cingler de son inflexible férule. Une des raisons de principe de la rupture avec le faux révolutionnarisme anarchiste Bakouninien était justement la fréquentation par les libertaires de ces milieux quakero-helvétiques.

La dure tâche consistant à ramener le mouvement ouvrier sur la voie juste ne rappellera ni ne soulignera jamais assez l'importance de la campagne contre les renégats social-patriotes de 1914, passés au service à la fois du militarisme et de l'orientation bourgeoise du solidarisme juridique international à la façon genevoise; celle-ci était pour Lénine l'essence de la véritable Internationale capitaliste de la contre-révolution.

AUJOURD'HUI

Le recrutement des troupes avant une guerre se fait aujourd'hui avec des moyens plus complexes qu'autrefois. Dans la société gréco-romaine c'étaient les citoyens libres qui combattaient et les esclaves restaient à la maison. A l'époque féodale faire la guerre était le rôle de l'aristocratie qui recrutait des volontaires pour ses armées; mercenaires ou volontaires, c'est la même chose: celui qui décide de faire le soldat apprend le métier et cherche ensuite une place. La bourgeoisie capitaliste introduisit la guerre obligatoire; prétendant avoir donné à tous la liberté politique, elle abolit la liberté de ne pas

aller se faire massacrer; il fallut même y aller gratuitement, ou pour un bol de soupe. Au temps de l'absolutisme une chanson d'un vieux mélodrame disait: "il a vendu sa liberté, il s'est fait soldat". La censure s'alarma du terrible mot liberté et exigea qu'il soit remplacé par "loyauté". Le nouveau régime bourgeois considérait la liberté personnelle comme quelque chose de trop noble pour être vendue, et il la prit sans rien payer.

L'Etat dispose donc de nos jours à la fois de mercenaires ou de volontaires et de soldats conscrits. Mais la guerre est devenue si vaste que cela ne suffit pas. Les effets de la guerre peuvent provoquer le mécontentement de la population civile ou sous l'uniforme. Pour s'y opposer, en plus de toutes les gendarmeries opérant dans l'armée ou parmi les civils, de puissantes campagnes de propagande en faveur de la guerre sont mises sur pied: ce sont ces montages de mensonges que l'histoire nous a fait connaître au cours des dernières décennies, tous les racontars et les boniments accumulés dans les traditions des peuples, depuis ceux émis par les sorciers des tribus, par les augures romains, à ceux débités par les curés et les candidats aux élections.

Aujourd'hui dans cette préparation au massacre, dans cette fabrication d'enthousiasmes pour la boucherie généralisée, une figure célèbre domine toute la sinistre mascarade: la grande Idée, la noble Cause de la Paix, la candide colombe réduite à l'état de demoiselle déplumée.

Les dirigeants traîtres ont conduit la classe ouvrière mondiale à reprendre tout le bric-à-brac de l'idéologie bourgeoise, à suivre tous ces fantômes, pour la livrer, passive et désorientée, aux volontés de son ennemi de classe.

Ils lui ont dit de combattre pour tous les objectifs de ses oppresseurs. Ils l'ont mise à la disposition de ceux-ci pour la patrie, pour la nation, pour la démocratie, pour le progrès, pour la civilisation, bref pour tout ce qui n'est pas la révolution socialiste. Ils sont capables de la mobiliser pour des affrontements, pour des émeutes, même pour des révolutions, mais à condition que ce soient des révolutions d'autres classes.

En Russie, lorsqu'il s'agissait de faire deux révolutions - selon la perspective marxiste il n'était pas possible de n'en faire qu'une - il fallut combattre deux sortes d'opportunistes (les mêmes que Marx avait combattu en 1848): ceux qui voulaient greffer un économicisme socialisant sur le régime tsariste; et ceux qui voulaient se servir des ouvriers pour une révolution bourgeoise, en soutenant qu'il fallait ensuite laisser au régime capitaliste le temps nécessaire pour évoluer. Lénine cisa la position révolutionnaire en une phrase tranchante: la révolution doit servir au prolétariat, et non le prolétariat à la révolution. C'est-à-dire: nous ne sommes pas ici pour mettre le mouvement ouvrier qui suit notre parti au service de revendications ou de révolutions d'autres classes; nous voulons le mener à la lutte pour les objectifs uniques et véritables de notre classe et d'elle seule.

CAPITALISME , AGRICULTURE , ECOLOGIE

Un camarade particulièrement intéressé par la question du rapport entre le capitalisme et l'environnement naturel, et en particulier par les conditions où se trouve l'agriculture dans le mode de production actuel, a fait parvenir à nos camarades d' "Il comunista" un texte qui veut apporter une contribution à la reprise de l'analyse marxiste sur cette question.

Nous en publions quelques parties, sous une forme résumée, sans citation textuelle, avec nos propres commentaires et toutes les évaluations critiques qu'à notre avis certains passages de ce texte demandent, convaincus que seul le travail du parti - et donc l'intégration dans une élaboration collective des contributions des différents camarades - permettra une re proposition effective de la vision intégrale du marxisme.

Pour une meilleure compréhension, nous avons structuré notre réponse sous forme de points.

1. L'indifférentisme, fausse réponse à l'écologie petit-bourgeois

La destruction de l'environnement perpétré par le capitalisme avec ses autoroutes, ses hangars, son urbanisation envahissante, avec sa pollution de l'eau, de la terre, de l'atmosphère, avec ses incendies de forêts, etc, loin d'être considérée - et liquidée - par le parti, explicitement ou implicitement, comme une "préoccupation de petit-bourgeois", est évalué au contraire comme une question centrale de la critique révolutionnaire du système économique et social en vigueur. Au même titre, la solution à la question de la dégradation de l'environnement fait partie intégrante du programme communiste: "La transition de l'économie capitaliste à l'économie socialiste, en tant que démolition systématique d'un régime de rapine forcée, représente par là même un plan d'assainissement de l'environnement naturel corrodé, se rajoutant en outre à celui de la psychologie humaine, encore plus corrodée et malsaine". A ce propos, le parti ne doit pas dévier dans son attitude pratique de cette position, en considérant avec une suffisance "aristocratique" la question de la dégradation de l'environnement comme une

question secondaire ou marginale. Sinon il perdrait la voie juste pour s'enliser dans le marais de l'indifférentisme, en laissant dans les faits à la petite-bourgeoisie - et à l'écologie qui en est une expression organique - le monopole de la protestation contre les effets les plus dévastateurs de la civilisation capitaliste.

2. Impuissance de l'écologie

La condamnation de l'écologie à l'impuissance la plus complète face aux désastres et aux catastrophes qu'il dénonce, dérive de ses caractéristiques structurelles et essentiellement de son origine de classe petite-bourgeoise qui l'empêche de s'élever au niveau d'une analyse complète du régime économique-social, et donc d'arriver à une critique radicale du capitalisme. La plupart des représentants de ce courant est en fait liée au cours du capitalisme par des liens économiques sinon idéologiques, dans le sens qu'il s'agit d'éléments qui vivent et prospèrent grâce à la plus-value extorquée à la classe ouvrière. Sur cette base matérielle s'appuie la tendance de ce courant à se fixer sur les thèmes de l'écologie, en les détachant des autres thèmes inhérents à l'ensemble des problèmes pratiques et quotidiens de la vie dans le contexte de cette société. Une fixation et une unilatéralité dans lesquelles s'exprime la cécité de classe des représentants de cette classe moyenne.

3./ Incendies, eau, profits

L'été de 1990 a connu une véritable orgie d'incendies, face auxquels l'écologie est resté sans voix. Si l'on fait quelques considérations économiques, le motif de l'impasse du mouvement écologique devient très clair.

A partir du moment où le premier avion éteint un incendie avec un liquide retardant, le secteur qui produit une telle substance et les équipements particuliers d'extinction, commence aussi à sentir le besoin d'une quantité toujours plus grande d'incendies pour se garantir, grâce à un marché plus ample et une production quantitativement plus importante, une masse de profits convenables, c'est-à-dire en mesure de compenser la baisse du taux de profit.

C'est pourquoi, quand on entend les réformistes variés - "verts" inclus - pousser de hauts cris pour réclamer plus de moyens de lutte contre le feu et protester parce que le gouvernement n'investit pas un sou dans ces équipements, l'unique réponse que nous pouvons donner - et que nous seuls communistes pouvons donner - est que le piège est bien celui-là: plus de moyens, encore plus d'incendies.

Deuxième considération: plus d'incendies, moins de forêts, moins de pluies.

La sécheresse, causée - entre autre - par la destruction incendiaire des forêts, a fait entrevoir au capital de quelles opportunités de profits il pouvait profiter dans le secteur de la "production" et de la distribution de l'eau. Au Sud, le phénomène est déjà macroscopique: celui qui possède les sources vend l'eau à des prix élevés, avec une énorme rente différentielle. Ce n'est pas seulement celui qui possède la source qui y gagne, mais aussi le capitaliste industriel qui produit les équipements pour la distribution de l'eau qui avant tombait gratuitement du ciel. Il suffit d'aller dans les campagnes pour voir que, où porte le regard, de la grande propriété agraire jusqu'à la petite propriété familiale, ce ne sont qu'installations d'irrigation avec de gigantesques tubes de polyéthylène qui engraisent Gardini et que moteurs de centaines de chevaux qui engraisent Agnelli. Si la sécheresse continue à augmenter grâce aux incendies, se profilent déjà de colossaux profits pour le secteur qui produit les installations de désalinisation de l'eau de mer. Mais, aussi imposants qu'ils puissent être, ils ne sont pas suffisants pour apaiser la soif du capital. Car tant pour les entreprises qui produisent les équipements de désalinisation, que pour celles qui produisent les pompes pour l'irrigation ou les liquides anti-incendie, le taux de profit, initialement élevé, va tendre inexorablement à décliner, dans la mesure où pour produire ces équipements, il faut investir dans une technologie toujours plus raffinée afin de tenir tête à la concurrence, et augmenter ainsi le poids du capital constant. Donc seul l'élargissement du marché ou l'augmentation ultérieure de la soif des hommes, des animaux, des champs, pourra apaiser la soif de profit du capital.

4. Guerre à l'environnement

L'ensemble de ces phénomènes décrit une spirale dans laquelle profit capitaliste et destruction de l'environnement se greffent l'un à l'autre dans une folle course que seule la révolution communiste pourra arrêter. Le fait que les cercles de cette spirale deviennent de plus en plus amples et que les conséquences en sont toujours plus catastrophiques ne signifie cependant pas que l'on peut délimiter deux phases distinctes: l'une dans laquelle la destruction de l'environnement était la conséquence involontaire du développement anarchique du capitalisme, et une autre, plus récente, dans laquelle le capitalisme est contraint, pour survivre, à détruire et à dégrader l'environnement naturel, en déclenchant "une action militaire de guerre systématique à l'environnement", comme l'écrit notre camarade.

Le fait que la dégradation initiale de l'environnement, non volontaire et non délibérée, devienne à son tour une condition pour le développement du capitalisme est un phénomène permanent et pas du tout nouveau de l'économie bourgeoise. En produisant, le capitalisme détruit et pollue. Mais tout de suite après, il doit détruire et polluer encore plus - et alors de façon consciente et délibérée - pour pouvoir continuer à produire et à accumuler. Le capitalisme fait cela et a toujours fait cela, à chaque étape de son développement, comme dans le cas de la guerre, qui a toujours eu la fonction de relance de l'économie capitaliste. Le fait qu'actuellement les proportions de la dégradation de l'environnement soient énormes, ne signifie pas que nous sommes entrés dans une phase nouvelle ou diverse du régime bourgeois, mais seulement que ses contradictions éclatent à une échelle plus grande.

5. Pas d' "écologie communiste", aucune concession au réformisme écologiste

Le fait que l'assainissement de l'environnement naturel et humain, toujours plus dégradé par le capital, constitue une part intégrante de notre programme ne signifie pas du tout que les communistes représentent une variante de l'écologie, et que l'on puisse être autorisé par Karl Marx et Friedrich Engels à se mettre en avant publiquement comme l'aile gauche - ou si l'on préfère comme la composante la plus radicale et conséquente - du mouvement écologiste, en suivant la mode du moment.

Justement, le fait rappelé plus haut, à savoir que la dégradation de l'environnement est un aspect permanent du capitalisme, confirme que notre dénonciation des dommages provoqués par l'économie bourgeoise à l'environnement ne s'appuie pas sur des suggestions que le phénomène précité peut provoquer, ou sur de pieux désirs d'un monde plus propre, mais sur la constatation scientifique du fait que le capitalisme est condamné à tout précipiter de désastres en désastres..

Un tel cours ne peut être arrêté que par la révolution prolétarienne. C'est pourquoi cela n'a pas de sens de notre part, ne serait-ce que par conservation jalouse de notre indépendance politique, de soutenir n'importe quel type de mesure ou d'intervention dont le but déclaré serait d'avancer un impossible remède à la contamination galopante de l'environnement. Si nous refusons de suivre le réformisme ouvrier, ce n'est pas pour nous mettre à la queue du néo-réformisme des "verts", en les suivant, par amour de l'agitation, jusqu'à nous intégrer en fait au sein du mouvement des classes moyennes!

6. Capitalisme et agriculture

Dans le régime économique bourgeois actuel, l'agriculture n'est pas en mesure de nourrir l'homme. La population mondiale continue de croître, tandis que les terres cultivées continuent de diminuer en surface et fertilité, en vertu de la désertification qui avance à grands pas. Encore aujourd'hui, on ne mange régulièrement que dans les pays industrialisés, ou mieux dans les citadelles de l'impérialisme, bien que même là en vérité, la faim existe déjà dans les poches de misère que renferment tous les pays opulents.

Tout cela parce que le secteur agricole, en tant que source de profit, est de peu d'intérêt pour les investissements. Le capital né agraire, mourra in-

dustriel. Un champ ne peut donner vingt ou deux cent récoltes par année, étant donné que les récoltes sont dépendantes des cycles saisonniers. Et puis il y a les limites biologiques, qui empêchent le capital de forcer la productivité du sol au-delà de certaines limites. Au contraire, la rotation du capital investi dans le secteur industriel n'est pas entravée par les cycles saisonniers, et la productivité du travail peut être augmentée sans aucune limite. L'argent investi retourne donc - augmenté de la plus-value - dans les poches de l'investisseur industriel en un temps beaucoup plus court et le profit qu'il peut en extraire dépend seulement de la technologie introduite dans le processus de production et de la capacité d'absorption du marché. Aucune limite ou résistance donc au niveau du processus de production. En outre, dans le secteur industriel, le risque de voir ses propres investissements détruits par le mauvais temps, par la sécheresse ou par la mauvaise herbe, n'existe pas. C'est pourquoi le secteur agricole n'est pas alléchant pour le capital, qui s'investit préférentiellement dans l'industrie.

Pourtant, il faut au moins que les ouvriers actifs se nourrissent. Quant à l'armée industrielle de réserve, spécialement celle des pays moins développés, qu'elle crève donc de faim! Donc, l'agriculture que les bourgeois élimineraient directement de la surface de la Terre, si seulement ils le pouvaient, est destinée en régime capitaliste à rester la lanterne rouge d'une économie essentiellement et toujours plus massivement industrielle.

7. Banqueroute de l'agriculture industrialisée du capital

Toutefois, le secteur agraire a et conserve un intérêt pour le capital: celui d'absorber une masse aussi grande que possible de produits industriels. Dans ce sens il est vrai que le capitalisme cherche depuis toujours à "coloniser" le monde rural. Mais il y réussit seulement partiellement, et précisément dans ces aires qui, par leurs caractéristiques géographiques, se sont montrées les plus adaptées aux interventions avec de grandes machines, tandis que toutes les aires dites "marginales" (collines, montagnes) ont été exclues de ce processus et donc abandonnées, ou bien sont restées sous la gestion toujours plus asphyxiée de la petite entreprise familiale.

En effet le capitalisme a pu accroître dans une plus grande mesure la productivité immédiate de la terre grâce aux interventions mécaniques et chimiques, mais qui cependant, en l'espace de quelques décennies, en ont épuisé les ressources, en la rendant finalement stérile.

Le champ a été traité comme une mine: non plus en respectant un équilibre entre ce qu'on prend et ce qu'on donne, mais en obéissant à une logique de rapine qui ne connaît que ce que l'on prend et qui ne pouvait pas ne pas conduire à l'épuisement total de la capacité violée de régénération biologique de la terre.

Au Etats-Unis se font des études pour déterminer comment exploiter au maximum une aire cultivable, en calculant la perte annuelle d'humus, l'érosion du sol et toute une série d'autres facteurs dont le but est d'établir durant combien d'années on peut en extraire une récolte qui garantisse un profit acceptable avant de l'abandonner, désormais en voie de désertification, pour recommencer de chercher ailleurs à saccager une nouvelle portion du territoire agraire.

Voilà le destin inévitable de l'agriculture industrialisée par le capitalisme. Mais pour devenir un marché stable pour les marchandises que produit l'appareil industriel - l'industrie chimique ou alors mécanique - la campagne doit être liée à cet appareil par l'intermédiaire d'un faisceau de liens de dépendance. De tels liens se constituent exactement de la même manière que ceux qui existent entre le drogué et le dealer. Le dealer va vers l'adolescent en crise existentielle - situation qui, il est bon de le rappeler, représente la norme dans l'actuelle société hautement polluée sur le plan psychique - et lui fait connaître les paradis artificiels de l'héroïne ou du LSD. La première dose, il la lui passera gratuitement. Bien vite toutefois, le paradis disparaît et, s'il ne prend pas d'autres doses d'hé-

(Suite en page 8)

Sur le fil du temps PACIFISME ET COMMUNISME

Le mouvement actuel des partis dits communistes n'encadre les travailleurs que pour les envoyer derrière tous les fantômes du bric-à-brac bourgeois, pour consumer ses énergies au service d'objectifs interclassistes et non ouvriers.

Après la campagne pour la démocratie et le libéralisme parlementaire menacé par les fascismes, après le honteux mot d'ordre de renaissance nationale, de nouvelle révolution démocratique - mots d'ordre cent fois plus insensés que ceux des anti-bolchéviques au temps des tsars - voici la nouvelle phase, encore plus ignoble, du bourrage de crâne mondial: la bataille derrière les mots d'ordre du pacifisme.

C'est le dernier chapitre du reniement et de l'abjuration du communisme marxiste. La croisade contre le capitalisme impérialiste américain et occidental pourrait être un mot d'ordre prolétarien; mais dans ce cas (en dehors du fait qu'il ne pourrait pas être lancé par ceux qui lui ont déployé des ponts de débarquement et en ont été grassement récompensés) ce ne serait pas un mot d'ordre de paix, mais de guerre, de guerre de classe, dans tous les pays.

La campagne pour la paix avec ses congrès où sont invités tous les penseurs non communistes est un reniement complet de l'orientation de classe du mouvement ouvrier et le digne couronnement de tous les reniements antérieurs; elle est un service de premier ordre rendu au capitalisme général. Mais elle conduira aussi, comme la grande croisade démocratique grossièrement conduite de 1941 à 1945, à renforcer les grands appareils étatiques occidentaux. Ces derniers ne s'écrouleront que lorsque la bannière mensongère de la Liberté et de la Paix sera démasquée et le système bourgeois attaqué de front pour être écrasé par la guerre de classe et la dictature.

(Battaglia Comunista, n°13/30 mars-6 avril 1949)

CAPITALISME AGRICULTURE ECOLOGIE

(Suite de la page 7)

roïne, surgit l'enfer du manque. Les jeux sont faits. Avec le temps, il est nécessaire d'augmenter la dose, et les liens de dépendance ne font que se renforcer. A la fin il n'y a plus que le déclin et la nuit.

L'unique échappatoire de la dépendance est un processus de désintoxication fatigant et douloureux, difficile et semé d'embûches. Quand il semble que le sujet est sorti du "tunnel", la suite de ses vicissitudes se traduit par la chute dans l'esclavage d'une autre, mais pas moins insidieuse forme de drogue, comme la religion.

Pour l'agriculture, il se passe la même chose: l'industriel va vers le paysan et lui montre les merveilleux tracteurs, engrais chimiques et pesticides. C'est le paradis. Mais tout se paie: les pesticides, après avoir détruit les parasites, détruisent aussi leurs prédateurs. Le résultat est que les micro-organismes nocifs, accoutumés à la chimie, se multiplient en toute quiétude, et d'une manière beaucoup plus rapide qu'ils ne le faisaient par le passé. Ils devront donc être éliminés avec des doses toujours plus importantes de pesticides, et l'on devra revenir avec des poisons plus violents.

Le même discours vaut pour les engrais chimiques, qui provoquent une abondance artificielle, mais à la longue déterminent un appauvrissement des ressources productives du sol. Après une série de superperformances droguées, le champ se ruine comme un athlète dopé.

L'utilisation intensive de moyens mécaniques pour aérer la terre, en la violentant sans cesse et en forçant sa fertilité naturelle, apporte aussi comme résultat immédiat une récolte plus riche. Le résultat à long terme de ce dépeçage mécanique est toutefois identique à celui du bombardement du sol avec les pesticides et autres engrais: progressivement il perd son humus et en général tous les organismes vivant dans le sol.

En plus de conserver la fertilité de la terre en renouvelant ses constituants biochimiques, ces derniers contribuent aussi à la travailler mécaniquement à la place de la charrue, en la rendant plus aérée. L'effet combiné de l'application de la chimie au monde rural et de la mécanisation de la culture a comme conséquence que la terre, surtout lorsqu'elle est argileuse, reste dépourvue de cette population d'insectes et de vers qui auparavant la fragmentait de façon ininterrompue, et devient compacte comme de la maçonnerie. Pour pouvoir la semer, il faudra alors faire recours à une intervention mécanique encore plus massive, avec des charmes et tracteurs toujours plus puissants.

Alors qu'à ses débuts la productivité agricole était augmentée par l'introduction des produits de l'industrie, dont les effets ne faisaient que forcer le rendement du terrain sur la base d'une ancienne fertilité accumulée durant les millénaires précédents et offerte par la mère nature, elle se mit ensuite à chuter. Si donc on veut assurer la récolte, on doit avoir recours d'une manière toujours plus massive aux produits de l'industrie. Procéder longtemps ainsi signifie seulement acheminer le sol vers un destin prévisible: celui de la mort biologique, du désert. Mais pendant ce temps, la dépendance vis-à-vis de l'industrie est assurée, de même que le profit du capital investi dans les entreprises chimiques ou mécaniques. L'accoutumance du sol aux produits industriels tend à garantir en fait à ces derniers un merveilleux marché en éternelle expansion, et donc porteur d'une capacité intrinsèque à lutter contre la baisse du taux de profit.

La situation est effectivement identique à celle de l'enfer de l'héroïne. L'unique manière de s'en sortir est la désintoxication. Seul un **plan économique mondial unique**, régi par des critères d'une administration rationnelle des ressources humaines et naturelles, pourra assurer la vie de l'espèce humaine, mais cela **seulement après** que les appareils idéologiques, politiques et militaires destinés à garantir et à défendre accumulation et profit aient été abattus par notre révolution. Ceci dit, il ne faut pas en conclure que pour les marxistes la solution soit **anti-industrielle**; la solution est **anti-capital**, parce que l'industrie ne sera pas développée selon les impératifs du marché, mais dans le cadre d'une intégration harmonieuse de la nature et de l'écologie, pour la satisfaction des besoins de la vie humaine. Là aussi, le chemin est dur et tout autre qu'indolore.

8. Agriculture "écologique": possibilité technique et impossibilité sociale de mettre fin à la spoliation du sol.

Le travail développé par ceux qui se consacrent avec sérieux à toutes les formes d'agriculture biologique ou biodynamique, comme on veut bien dire - est précieux non pas certes pour l'idéologie qui le caractérise, toute entière tournée vers le rêve réactionnaire d'un "retour à la campagne" sur la base d'une myriade d'entreprises familiales, et beaucoup moins pour les perspectives de succès que peuvent avoir aujourd'hui sur une échelle non microscopique les méthodes de culture qu'ils adoptent et

dont il défendent la diffusion, mais parce qu'il constitue la démonstration **expérimentale** du fait que le détachement graduel des actuels liens de dépendance entre la culture du sol et l'industrie capitaliste est **techniquement possible**.

En même temps il faut démontrer aussi l'impossibilité de dépasser ce type de liens, tant que l'actuel mode de production capitaliste et les rapports sociaux qui lui sont inhérents restent en place, c'est-à-dire le type de liens qui fait dépendre du marché toute activité productive.

Le principe général dont s'inspirent les partisans de l'agriculture biologique est celui de régénérer la vie dans la terre en faisant travailler les micro-organismes du sol, les insectes, etc., à la place de l'homme motorisé et armé d'instruments chimiques. De cette façon, il est possible par exemple de contrôler l'espèce nocive pour une culture donnée en développant la présence d'espèces antagoniques, plutôt que d'avoir recours massivement aux pesticides.

Une telle manière de faire ouvre la voie à une série de méthodes utiles et intéressantes, parfaitement en concordance avec un objectif qui en réalité est le nôtre: le rétablissement d'un bilan équilibré entre ce que le sol donne et ce qu'il reçoit, et donc la conservation de sa fertilité comme un bien dont les générations actuelles jouissent sans en abuser, de manière à le transmettre intact aux suivantes. Elle souffre toutefois dans le même temps d'une grave unilatéralité, dans la mesure où elle fétichise les techniques biologiques comme but en soi, en suivant son objectif de réconcilier l'agriculture avec le respect des équilibres naturels, et en tendant à rejeter toutes les ressources de la chimie et de la mécanique comme si elles étaient intrinsèquement destructives pour l'environnement et donc à éviter ou à repousser en bloc.

Quelques considérations de caractère encore plus général s'imposent pourtant ici. Ce qui compte pour nous n'est pas le fait technique d'assurer la récolte avec des interventions biologiques plutôt que chimiques ou mécaniques, mais le fait que ces interventions - dans le cas particulier celles de type biologiques soutenues par la biodynamique - soient réalisées de manière à respecter la capacité de régénération du terrain, sans l'appauvrir et le stériliser par une folle course à la superproduction agricole. Il est clair que forcer la productivité du sol est beaucoup plus facile aujourd'hui avec la pince-monseigneur de la chimie et de la mécanique, plutôt qu'avec la biologie douce, moins apte à cette fonction, étant donné ses caractéristiques propres qui font qu'elle ne peut restituer au sol que les carcasses des insectes et leurs excréments. Elle est "douce" tout simplement parce qu'elle n'est capable - au moins aujourd'hui - d'arracher davantage à la terre. Mais, de façon générale, une agriculture biologique capitaliste pourrait devenir encore plus dévoreuse qu'une agriculture chimico-mécanique. Grâce aux manipulations génétiques, il est possible d'imaginer la construction de micro-organismes en mesure de contrer les parasites nocifs, de manière

plus radicale encore qu'avec nos actuels pesticides, et peut-être d'enrichir le sol avec des substances programmables et sélectionnables grâce à une ingénierie moléculaire adéquate. Par cette voie aussi on peut obtenir une super récolte et aller rapidement vers l'appauvrissement du sol. Il suffit pour cela que l'intervention biologique soit réalisée d'une manière à soustraire à la terre plus qu'elle ne peut en restituer, en dévastant donc l'environnement. Ce ne sont pas des suppositions en l'air. Qu'on laisse l'industrie s'approprier de la possibilité technique offerte par l'actuelle biologie moléculaire et on verra Gardini faire de la propagande pour la biodynamique!

En d'autres termes, ce sont les développements mêmes de la science qui font tomber définitivement les oppositions entre biologie et chimie, entendues comme opposition entre les interventions "naturelles" et "artificielles". Il ne viendrait à l'idée de personne douée de bon sens de louer la guerre bactériologique, comme une guerre "propre", en opposant sa douceur aux atrocités de la guerre chimique. Mais pour beaucoup d'"alternatifs", il semble que cet élémentaire bon sens vienne à manquer complètement. C'est peut-être parce qu'il s'agit souvent d'ex-révolutionnaires ou présupposés tels, qui recherchent dans les navets un succédané de palingénésie (1) sociale tant rêvée. Les navets deviennent alors aussi un mythe, dont on cherche à tirer ce qu'ils ne pourront jamais donner.

Introduire les micro-organismes dans le sol est en fait aussi peu naturel qu'y introduire les produits azotés fournis par Enimont. Les nitrates sont aussi des produits de la matrice naturelle, de même que l'uranium, et il pourrait venir à l'esprit de quelqu'un de le répandre sur les champs pour en rendre les fruits plus piquants. On nous objectera peut-être que l'uranium ne se trouvait pas à la surface du sol, mais dans les entrailles de la terre, et que les nitrates ont été modifiés par l'intervention humaine. Nous répondrons que si les micro-organismes ou les insectes utiles pour contrôler les parasites doivent être introduits dans les cultures, cela veut dire qu'eux non plus ne s'y trouvaient pas. Donc cette action humaine est aussi **artificielle, non naturelle**. Nous répondrons en outre qu'aucun de ces insectes ou micro-organismes ne sont tels que la nature les a faits à l'origine; ils sont le produit hautement **modifié** d'une sélection faite non pas par cette nature mais par les antibiotiques et par les insecticides que l'homme a introduit dans l'environnement. (2)

(1) Phénomène de retour à la vie après une mort (politique et sociale dans le cas présent) réelle ou apparente.

(2) Les autres points de l'article seront consacrés à: 9. Agriculture dans le communisme inférieur et supérieur

10. Science dialectique et communisme

11. Classes agraires et tactique du prolétariat révolutionnaire

(Suite dans le prochain numéro)

Réponse à un lecteur sur la question nationale

En mars dernier, un lecteur nous écrivait à propos des événements à caractère nationaliste, qui se sont produits en URSS et en Yougoslavie principalement. Il nous demandait des éclaircissements sur notre façon de poser la question nationale, notamment sur les distinctions que nous faisons entre des questions comme celles posées en Palestine ou en Nouvelle-Calédonie et celles qui se posent de l'autre côté de l'ex-rideau de fer. Nous reproduisons ici la réponse que nous lui avons faite, car elle répond, au moins partiellement, aux "appa-

rences contradictoires" de notre ligne politique, que peuvent relever les non-marxistes qui jugent cette question non pas en fonction du développement historique dans lequel elle se situe, mais dans l'absolu de principes abstraits, faisant du droit à l'autodétermination ou simplement de la reconnaissance d'une question d'ordre national une revendication ou toujours contre-révolutionnaire, ou toujours progressiste, quelles que soient les circonstances historiques et sans se préoccuper de l'intérêt général du prolétariat à ce moment-là.

(...) Pour comprendre les problèmes posés par les questions nationales il faut envisager celles-ci selon l'analyse historique et dialectique que nous fournit le marxisme: il est alors évident que les communistes doivent avoir des attitudes différentes par rapport à la question nationale suivant les différentes époques.

A l'époque des révolutions bourgeoises, c'est-à-dire à l'époque de la lutte contre l'oppression féodale, lutte à laquelle plusieurs classes prenaient part, la question nationale faisait partie intégrante de ces révolutions: il s'agissait pour la première fois de créer une nation au sens moderne

du mot, en brisant toutes les divisions et les particularismes féodaux pour réaliser cette unification nationale indispensable à la victoire et au développement du mode de production capitaliste.

Lorsque dans cette situation il existe déjà un prolétariat (parce que le mode de production capitaliste se développe d'abord au sein de la vieille société avant d'être assez fort pour la renverser), celui-ci participe bien évidemment à la révolution et il fournit même les troupes les plus décidées à la victoire de la lutte, parce qu'il n'a rien à perdre (le marxisme dit que, même dans le cas de la révolution bourgeoise, "le prolétariat

est la seule classe révolutionnaire jusqu'au bout"). La bourgeoisie, au contraire, est toujours prête à passer un compromis avec les forces de l'ancien régime, surtout si elle se sent menacée par l'activité du prolétariat.

Si le prolétariat est assez fort, il ne se contente pas de servir de masse de manoeuvre aux forces bourgeoises et petites-bourgeoises, ni même de les pousser au maximum, il cherche à devenir le dirigeant de la révolution. C'est la perspective de la "révolution en permanence" définie par Marx dans sa fameuse "Adresse du Conseil central de la ligue des communistes" (1850) pour le cas de la révolution allemande. En Allemagne la bourgeoisie préféra alors faire avorter la révolution par peur du prolétariat, mais en Russie quelques décennies plus tard les bolchéviks purent réaliser cette perspective.

Dans ce cas, pour devenir le dirigeant de la révolution, le prolétariat doit démontrer qu'il est la seule classe capable de réaliser les tâches de cette révolution, notamment en donnant satisfaction à l'immense petite-paysannerie sur la question de la terre, mais aussi sur la question de l'oppression nationale en accordant la pleine liberté d'autodétermination aux peuples opprimés par le tsarisme. Bien entendu la libre union des

peuples est préférable à la constitution d'Etats séparés, mais pour que cette union soit vraiment libre, il faut qu'après des décennies d'oppression russe, ces peuples aient sans condition la possibilité de choisir l'indépendance. Dans les faits, seul le prolétariat peut donner cette possibilité parce qu'il est la seule classe qui ne profite pas de l'oppression des peuples.

Tout ce raisonnement vaut pour les populations colonisées: la lutte anti-coloniale équivaut à une révolution bourgeoise.

Le prolétariat cherche donc, s'il en a la possibilité, à se mettre à la tête de la révolution bourgeoise (ou "nationale révolutionnaire" comme disait l'Internationale Communiste), mais il profite évidemment de la révolution pour faire avancer sa propre lutte contre la bourgeoisie. Si la victoire révolutionnaire le porte au pouvoir, il utilise immédiatement ce pouvoir en faveur de la révolution communiste internationale: c'était la perspective annoncée par les bolchéviks dans les années qui ont précédé la révolution, contre les menchéviks et en parfaite cohérence avec les analyses de Marx à propos de la Russie. Il n'est certes pas possible "d'instaurer" le socialisme dans un pays qui en est encore à la liquidation du féodalisme mais il est possible de pro-

REPONSE A UN LECTEUR SUR LA QUESTION NATIONALE

pager l'incendie révolutionnaire aux pays capitalistes qui, eux, sont mûrs pour cette instauration. En attendant, le prolétariat essaye de se maintenir au pouvoir en maintenant de "bons rapports" avec les masses paysannes qui représentent l'immense majorité de la population, en tentant d'aller vers un capitalisme d'Etat contrôlé par le pouvoir révolutionnaire.

Voilà ce qu'ont fait les bolchéviks et l'I.C., jusqu'à ce que, en l'absence de la victoire révolutionnaire dans les pays développés, le capitalisme d'Etat russe, Staline à sa tête, fasse sauter tous les "contrôles" et massacre tous les opposants.

La victoire de la contre-révolution n'a pas permis, à la différence de ce qu'avaient fait les bolchéviks en Russie, que les grandes luttes coloniales du second après-guerre puissent voir se réaliser une perspective de "révolution en permanence". Les jeunes classes ouvrières des pays coloniaux ne pouvaient trouver d'autres références que le mouvement stalinien très puissant non seulement parce qu'il était alimenté par l'impérialisme russe, mais aussi parce qu'en fait derrière son discours pseudo-marxiste, il défendait des perspectives, des méthodes, un programme **intégralement bourgeois** qui répondait parfaitement aux besoins des forces bourgeoises en lutte contre le colonialisme puisqu'ils étaient tirés de l'expérience du développement du capitalisme russe (ou chinois, le cas échéant) par la voie révolutionnaire - une fois gommé tout le côté communiste de la révolution d'Octobre. Rien d'étonnant donc, si tous ces nouveaux Etats se sont plus ou moins appelés "socialistes" et si le capitalisme s'y est implanté en se faisant passer pour du socialisme... Comme dans le cas de l'URSS, cela permet aujourd'hui à tous ces Etats de faire passer la crise économique dans laquelle ils se débattent pour une crise du socialisme et de faire miroiter à leurs populations l'alternative de la "Démocratie" et de "l'économie de marché".

Aujourd'hui, le capitalisme s'est instauré pratiquement partout; la dernière colonie africaine, la Namibie, a obtenu son indépendance et il n'y a plus que des restes de colonialisme (comme en Nouvelle-Calédonie, où la population Kanak restait dans sa très grande majorité en dehors des rapports de production capitaliste). Cependant, **l'oppression nationale** n'a pas disparu, même dans les pays pleinement capitalistes comme en URSS ou en Europe de l'Est. Et la crise économique ravive les antagonismes nationaux.

La question nationale (ou raciale, ou ethnique) garde donc une grande importance car elle est un facteur important de **division** des prolétaires et donc un obstacle majeur au développement de la lutte de classe, même si elle ne peut plus avoir de contenu révolutionnaire ou progressiste en soi, l'heure des révolutions bourgeoises étant en règle générale terminée. Les forces bourgeoises et petites-bourgeoises de la nation opprimée (ou de la race, ou de la minorité ethnique) font croire à leurs prolétaires que la cause fondamentale de leurs malheurs est cette oppression et non l'exploitation capitaliste, et ils présentent comme leurs ennemis communs **toutes les classes** de la nation oppresseuse; et à l'inverse la bourgeoisie de celle-ci cherche à paralyser son propre prolétariat par une collaboration de classes sur une base chauvine (ou raciste, ou xénophobe).

Il est donc vital que les prolétaires de la nation oppresseuse combattent sans hésitation toutes les oppressions, injustices et exactions commises par "leur" bourgeoisie contre les populations de la nation opprimée. Et en particulier ils doivent être partisans du droit sans condition à l'indépendance de la nationalité opprimée parce que c'est ainsi la meilleure façon de démontrer aux prolétaires de cette nation qu'ils ne sont en rien responsables de leur oppression et qu'ils l'a combattent non sur le papier mais dans les faits. Il est alors possible d'envisager une union véritable entre les prolétaires des différentes nationalités, même si les deux nations se sont séparées; il est possible alors de briser l'union nationale entre les prolétaires et la bourgeoisie de la nation opprimée, de montrer à ces prolétaires que le nationalisme ne peut réellement résoudre leurs problèmes et être un remède à l'exploitation, et

que la création d'une nouvelle nation bourgeoises n'est pas un progrès mais est plutôt une diversion par rapport à la nécessité de la lutte pour la révolution anti-capitaliste mondiale.

La "contradiction" que tu pensais avoir relevée, n'en est donc pas une, comme tu l'as toi-même expliqué: les révolutionnaires doivent soutenir sans condition le droit à l'indépendance pour les raisons que nous venons de dire, et le soutenir effectivement, c'est-à-dire en s'opposant à la répression exercée contre les indépendantistes, en s'opposant par des mouvements de masse, des grèves, etc., à l'envoi de troupes, en exigeant le retrait des forces d'occupation, etc.; mais ils ne présentent pas l'indépendance comme la solution pour les prolétaires de la nation opprimée (et font au contraire la critique du nationalisme) à qui ils proposent l'union avec les prolétaires de la nation oppresseuse dans la lutte anti-capitaliste pour la destruction de l'Etat bourgeois et l'instauration de la dictature du prolétariat.

Il est compréhensible que le prolétariat de la nation opprimée (ou de la race ou de la minorité ethnique opprimée), sujet aux vexations, aux tracasseries et à l'oppression quotidiennes qui lui sont prodiguées non seulement par les représentants de l'Etat mais aussi inévitablement par au moins une partie de ses camarades de travail appartenant à la nation oppresseuse, ou en tout cas par des citoyens ordinaires de cette nation, ait le plus grand mal à rompre l'unité avec les éléments bourgeois ou petits-bourgeois luttant contre cette oppression au nom du nationalisme. Le rôle des prolétaires de la nation oppresseuse est donc véritablement décisif pour que puisse être rompue cette unité entre classes antagoniques et pour que puisse se développer la lutte de classe. Les prolétaires de la nation oppresseuse qui se désintéresseraient de la question sous le prétexte - juste - que le nationalisme est une idéologie bourgeoise, qui verraient dans cet affrontement une lutte entre deux secteurs bourgeois qui n'intéresse en rien le prolétariat, bref qui seraient **indifférentistes** par rapport à ce problème, feraient en fait le jeu du nationalisme et de la division du prolétariat. Quelles que soient leurs explications ils apparaîtraient aux yeux des prolétaires de la nation opprimée comme des chauvins qui trouvent normale ou insignifiante l'oppression dont ils souffrent. Malheureusement il existe des groupes "révolutionnaires" qui théorisent cet indifférentisme au nom d'une prétendue défense des seuls intérêts "purement" ouvriers.

S'il existe malgré tout un parti marxiste au sein du prolétariat de la nation opprimée, il ne se désintéressera évidemment pas de la lutte contre l'oppression nationale (ou toute autre oppression particulière), mais il mettra au premier plan la lutte contre l'exploitation capitaliste - quelle que soit la nationalité des capitalistes - , la lutte contre sa propre bourgeoisie, et donc l'unité avec le prolétariat de la nation oppresseuse. Dans tous les cas, ce sont les intérêts de la lutte prolétarienne de classe, la recherche de l'union entre les prolétaires de diverses nationalités, qui doivent être déterminants, et non un principe bourgeois comme celui de l'indépendance nationale ou du "Droit des peuples". Le marxisme explique d'ailleurs que les nations ne sont pas éternelles et qu'elles disparaîtront sous le communisme, lorsque l'humanité sera enfin unifiée.

Pour ce qui est des "restes" qui subsistent encore de colonialisme et donc de luttes anti-coloniales, le raisonnement est au fond peu différent; il s'agit d'arracher le prolétariat de la nation opprimée au piège de l'union nationale avec sa bourgeoisie, ou, au moins, de préserver la possibilité de la conquête de l'indépendance de classe par ce prolétariat. C'est la raison pour laquelle il doit être absolument exclu de soutenir politiquement les fronts bourgeois qui sont à la tête de la lutte (que ce soit le FNLS ou l'OLP). Il est au contraire indispensable de critiquer ces organisations, leurs tendances aux compromis et à la trahison du mouvement lui-même, et d'expliquer ces tendances par leur nature bourgeoise; et il faut montrer que le recours à la lutte prolétarienne de classe permettrait une lutte plus efficace pour les masses contre l'oppression, tout en les préparant à passer à la lutte anti-capitaliste.

Même dans le cas des populations kanaks, où les différences de classe ne sont qu'embryonnaires, cette attitude nous a permis de prévoir la trahison de la lutte par le FNLS, trahison qui a

provoqué la violente opposition que l'on sait de la part des franges les plus radicales des tribus et de la part des travailleurs salariés envers les représentants de l'accord avec l'impérialisme et l'ordre colonial (Tjibaou et cie).

Dans le cas de la Palestine, la trahison des forces bourgeoises (OLP) qui dirigent le mouvement s'est révélée à plusieurs reprises, mais l'intransigeance totale d'Israël a empêché que cette trahison devienne véritablement manifeste aux yeux des masses exploitées, à qui l'on explique sans doute que les concessions ne sont que des ruses de guerre. Et en l'absence d'alternative prolétarienne - alternative qui ne peut être qu'une lutte révolutionnaire pour le renversement de tous les Etats de la région au moins, qu'ils soient arabes ou juifs - la désillusion des franges combattives envers l'OLP prend les voies sans issue de l'intégrisme religieux, ou de la confiance en Saddam Hussein: devant la faillite de la bourgeoisie palestiniennne, ces franges combattives cherchent confusément des solutions pour le dépassement de l'étroitesse nationaliste, en direction des forces qui ont semblé montrer leur opposition à l'ordre colonial et impérialiste. La renaissance de la lutte de classe dans les métropoles impérialistes, ou dans les Etats bourgeois de la région leur démontrerait que le seul allié véritable que peuvent trouver les masses

opprimées de Palestine est le prolétariat. Pour l'instant nous sommes réduits à ne pouvoir faire qu'une propagande abstraite en faveur de cette solution, mais ce n'est pas à notre avis une raison pour abandonner cette propagande et pour soutenir les forces bourgeoises. Ou alors il nous faudrait abandonner aussi notre propagande révolutionnaire générale et, par réalisme, entrer au Parti Socialiste! La défense à contre-courant par les marxistes de leurs positions et la critique de leurs adversaires entraîne sans aucun doute dans les périodes non encore révolutionnaires leur isolement. Mais la défense intransigeante de ces positions est la condition pour pouvoir, lorsque la situation commence à changer, être en mesure d'exercer une influence non éphémère sur les éléments et les masses qui ont pu constater dans les faits la fausseté et la nocivité des solutions bourgeoises et petites-bourgeoises et donc la véracité de la critique marxiste.

L'obsession à vouloir à toute force et en toute circonstance coller aux masses conduit à passer le programme révolutionnaire sous silence et à verser dans le suivisme tacticien par rapports aux illusions insufflées dans ces masses par la bourgeoisie: le Trotskisme et la prétendue "extrême-gauche" en font la démonstration chaque jour.

"Mouvement Communiste" Les séquelles de l'ultra-gauche

"Mouvement Communiste", regroupement issu du GCI (Groupe Communiste Internationaliste, lui-même ancienne scission du CCI aux orientations de type "ultra-gauche" et semi-libertaires), paraît vouloir faire des efforts sérieux pour rompre avec sa famille d'origine et renouer avec le marxisme. C'est ainsi qu'à propos de l'épineuse question nationale, son deuxième n° (été 1991) reconnaît la réalité de l'oppression nationale des Palestiniens; il cite plusieurs textes de Lénine et notamment certains consacrés à la lutte contre "l'économisme impérialiste", c'est-à-dire contre les tendances "de gauche" qui estimaient que les questions nationales étaient désormais dépassées, et que, en tout état de cause, le prolétariat ne devait pas s'y intéresser.

Lénine combattait l'idée typiquement luxemburgiste que l'accession à l'indépendance nationale de nouveaux états (comme la Pologne!) était une idée utopique; il soulignait l'importance du mot d'ordre de droit à l'autodétermination des nationalités opprimées pour la révolution russe; il combattait les concessions inavouées au social-chauvinisme des prétendus marxistes qui condamnaient les insurrections nationales des populations colonisées par "leur" propre Etat. "M.C." cite ce passage éclairant: "**Sans trahir le socialisme, nous devons soutenir toute insurrection contre notre propre ennemi, la bourgeoisie des grandes puissances, si ce n'est pas une insurrection de la classe réactionnaire**" (nous devons donc soutenir l'Intifada ou l'insurrection Kanak mais tout en défendant l'orientation socialiste, qui consiste à promouvoir l'indépendance de classe du prolétariat et ses perspectives contre les appels à l'union entre les classes et les perspectives bourgeoises des organisations dirigeant ces luttes, OLP ou FNLS). "**En renonçant à soutenir les insurrections des pays annexés, nous devenons - objectivement parlant - des annexionnistes**". Autrement dit, l'ultra-gauche qui se détourne des luttes et des insurrections contre l'oppression nationale se met - objectivement - du côté de sa bourgeoisie oppresseuse.

Malheureusement aussitôt après cette citation, "M.C." écrit:

"En ce qui concerne la phase actuelle de domination réelle du MPC (Mode de Production Capitaliste-Ndir) (globale et mondialement achevée dès le début du siècle), nous déclarons: "A la lumière de l'expérience historique, le marxisme théorique du prolétariat révolutionnaire affirme le caractère contre-révolutionnaire des mots d'ordre démocratiques ainsi que de tous ceux visant à la constitution de nouveaux Etats-nations ("droit des peuples" à disposer d'eux-mêmes", "lutte de libération nationale", "terre aux paysans"...) qui ne sont plus rien d'autre que des ouvertures idéologiques à la guerre capitaliste". Et si "M.C." explique que cette affirmation ne doit pas être lue avec des lunettes indifférentistes (?), c'est bien pour réaffirmer que "il n'est

pas question de reprendre les mots d'ordre bourgeois de "droit à l'autodétermination", de "droit à la constitution de nouveaux Etats-nations" qui correspondent à une phase historique définitivement close depuis désormais plus d'un siècle" ("M.C." n°2, p.93-94). Depuis plus d'un siècle au niveau mondial! Plus fort que Luxemburg ou les "économistes impérialistes", "M.C." d'un trait de plume raye de l'histoire les luttes anticoloniales qui ont poussé à la lutte contre "nos" Etats des millions de combattants, qui ont modifié le sort de la majorité de l'humanité et indiscutablement marqué la deuxième moitié de ce siècle, alors que le prolétariat était réduit à l'impuissance par la contre-révolution. On imagine de quelle façon Lénine qualifierait pareil aveuglement! Quant à "M.C." qui cite abondamment Lénine, il montre son incapacité - ou son refus - de le comprendre vraiment, de la même façon que si "M.C." cite aussi souvent notre parti, c'est toujours sous la forme d'une citation d'un individu (Bordiga) afin de pouvoir de façon éclectique emprunter ce qui lui plaît. "M.C." a fait sans aucun doute un pas en avant, par rapport à la bouillie idéologique du GCI. Il lui reste cependant à décider clairement ce qui lui tient le plus à coeur, des marottes ultra-gauches héritées de son passé, ou de sa volonté proclamée d'être des "communistes orthodoxes". Et maintenir l'équivoque actuelle serait déjà une réponse.

Contrairement à ce qu'écrit "M.C." le marxisme affirme que les revendications, les mots d'ordre démocratiques, de libération nationale, peuvent avoir un caractère **révolutionnaire**, dans le cadre de la révolution bourgeoise. Mais elles perdent ce caractère révolutionnaire et peuvent acquérir un caractère contre-révolutionnaire lorsque la révolution bourgeoise est accomplie et que l'heure de la révolution socialiste a sonné. Par exemple le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes était une revendication éminemment révolutionnaire dans la Russie de 1917, non seulement contre le tsarisme, mais aussi contre le gouvernement provisoire bourgeois-menchévique qui reniait ce mot d'ordre. Mais quelques années plus tard les corps expéditionnaires impérialistes utilisèrent dans certains cas ce mot d'ordre dans leur guerre contre les bolchéviks. Dans l'URSS d'aujourd'hui ce mot d'ordre est mis en avant par les courants bourgeois qui aspirent à séparer leur République de Moscou. Ce mot d'ordre n'a pas plus de caractère révolutionnaire que le mot d'ordre opposé de maintien de l'intégrité de l'URSS. Pour les marxistes, qui cherchent toujours à renforcer l'unité des prolétaires de toutes nationalités, le problème à résoudre est d'arracher les prolétaires à l'influence

(Suite en page 10)

NOUVELLES DES LUTTES OUVRIERES DANS LE MONDE

AUSTRALIE

Les ouvriers métallurgistes de plusieurs milliers d'entreprises, soit 250 000 personnes environ, se sont lancés dans une série de grèves tournantes qui ont culminé dans une grève générale du secteur le 13 juin. La revendication centrale est une augmentation de salaire de 12 dollars australiens. Les grévistes ont été rejoints par les mineurs de fer ainsi que par les employés de la compagnie d'électricité de Victoria. La "Commission des Relations Industrielles" a accédé aux demandes des patrons en les autorisant à suspendre les travailleurs pour fait de grève. L'Argumentation bourgeoise est que la récession qui frappe durement l'Australie devrait faire prendre conscience aux travailleurs qu'il n'est pas de leur intérêt d'affaiblir l'industrie. L'Appel à se serrer la ceinture pour sauver l'économie capitaliste est commun aux bourgeois de tous les pays.

PEROU

La plus longue grève est celle des 85000 infirmières et employés de la Santé qui, fin juin, durait depuis 3 mois; 260.000 enseignants en étaient eux à leur premier mois de grève et les employés de l'électricité avaient fait grève pendant plus d'un mois. Les enseignants demandent une augmentation de salaire de 800% et les infirmières de 200%. Le salaire moyen d'un enseignant avec 15 ans d'ancienneté est de 60\$ (environ 350FF) et d'une infirmière de 55\$. Le 17 juin 80.000 mineurs déclenchèrent une grève illimitée, que le gouvernement déclarait aussitôt illégale comme les grèves dont nous venons de parler. Les 18 et 19 juin les cheminots et d'autres catégories d'employés de la Fonction Publique se sont également mis en grève.

HONDURAS

3500 employés de l'électricité ont cessé le travail en mai contre la menace

de 500 licenciements et contre les hausses de prix prévues. Ces mesures étaient prévues dans l'accord du gouvernement avec le FMI. A la mi-mai le gouvernement avait accepté de revenir sur les licenciements mais maintenait les hausses de prix. Des grèves de solidarité étaient annoncées dans d'autres secteurs.

ALBANIE

Aux élections de février - les "premières élections libres de l'histoire du pays" - l'ex-parti unique (Parti du Travail) l'a emporté sur l'opposition, créée à l'origine de toute pièce par le pouvoir pour éviter un vide politique. Cette opposition n'a pas cessé de jouer les pompiers et d'appeler au calme. Mais dès les résultats du premier tour connus des manifestations de colère avaient éclaté, violemment réprimées par la police et les nerfs du pouvoir (4 morts à Skhoder). Ces élections montraient l'hostilité de la population urbaine envers le P.T. qui n'avait dû son succès qu'au vote paysan. Et il n'aura fallu que quelques semaines pour que la jeune classe ouvrière albanaise entre en lutte contre un pouvoir qui était pourtant en train de battre tous les records de vitesse de retournement de veste (1). La grève générale éclate à la mi-mai sur des revendications salariales (près de 100% d'augmentation des salaires), auxquelles s'ajoutent d'autres demandes, comme une enquête afin de faire toute la lumière sur les morts de Skhoder. Le mouvement est suivi par plus de la moitié des 700.000 salariés albanais! Le fer de lance en est peut-être les mineurs de Valéa (près de la capitale) qui se barricadent dans leur mine; une cinquantaine d'entre eux entament une grève de la faim. Une offre gouvernementale d'augmentation de 50% des salaires est rejetée comme insuffisante, les autorités ayant décidé de libérer les prix.

Finalement le gouvernement est contraint de démissionner pour stopper le mouvement, en dépit de sa récente vic-

toire électorale. La démonstration est faite en pratique que l'action de classe est supérieure à la voie électorale. Pour la première fois de leur histoire les prolétaires albanais ont fait l'apprentissage de leur puissance; et ils ont remporté une première victoire.

Ils ont encore cependant beaucoup de choses à apprendre et beaucoup d'embûches à éviter, le premier obstacle étant que le régime qui se meurt prétendait être socialiste. La croyance irrésistible, en réaction, aux vertus quasi magiques de la "démocratie occidentale" a pu se mesurer à l'accueil délinant réservé à l'américain Baker et aux vagues périodiques de départs vers l'Italie: nous savons que la désillusion sera à la mesure de l'enthousiasme. Pratiquement la seule arme idéologique que pourra utiliser l'ex-P.T. comme l'opposition est le nationalisme, qui sera inévitablement ravivé par les troubles yougoslaves.

Mais quoi qu'il en soit, il reste cependant que dans la petite Albanie "arriérée", c'est un mouvement à forte dominante prolétarienne qui a jeté bas le prétendu "phare du socialisme" stalinien. C'est de bonne augure pour l'avenir des luttes de classes dans ce pays!

(1) Ce régime, critique farouche du "révisionnisme" Gorbatchévien et soi-disant défenseur de la "lutte de principe contre l'opportunisme", avait accompli en quelques mois un virage à 180 degrés: suppression du caractère "socialiste" de l'Etat, répudiation de l'autarcie économique traditionnelle, ouverture au capital étranger, rapprochement des structures politiques européennes (demande d'adhésion à la CSCE), en renouant avec le Vatican, avec Israël (envoi des quelques centaines de plus ou moins juifs albanais contre une aide économique), en exaltant l'économie de marché et le pluralisme. Lors de son dernier congrès le parti a changé de nom, a entièrement renouvelé ses instances dirigeantes et a commencé quoique avec une forte opposition à critiquer son ancien chef Enver Hodja.

Argentine

Attention aux caméléons !

Il arrive parfois dans l'activité militante d'avoir à occuper des actions d'individus déséquilibrés ou psychologiquement instables, non tant pour les ramener à la raison ou pour leur faire adopter une attitude correcte (chose en général impossible), que pour clarifier aux yeux des prolétaires et des éléments véritablement intéressés par les positions classistes, qui nous sommes vraiment et qui sont réellement ces individus.

Il existe en Argentine un de ces individus (ou un petit groupe) qui ces derniers temps a essayé de se faire passer pour un de nos militants et le représentant d'une supposée "section argentine" de notre parti. Nous avons également appris que cet individu (ou ce petit groupe) a écrit à plusieurs groupes européens qui se réfèrent d'une façon ou d'une autre à la Gauche communiste d'Italie, pour demander son adhésion et proposer de constituer leur section en Argentine.

Inutile de dire que cette attitude est non seulement contraire à toute pratique politique correcte, mais est aussi la marque d'une absence du moindre équilibre mental. Les distances avec l'Argentine sont grandes et il n'est pas facile de faire sur le terrain les démentis qui s'imposent surtout quand notre organisation n'y est pas le moins du monde implantée. Nous sommes donc contraints d'utiliser notre presse, moyen le plus efficace à notre disposition malgré sa diffusion insignifiante, pour préciser que ceux qui camouflent leur imbécillité politique sous le masque d'une adhésion factice à un parti, ne peuvent être considérés que comme des ennemis de classe.

L'ancienne section de notre parti en Argentine s'est dissoute au moment de la crise de notre organisation en 1982. Les camarades peu nombreux d'Amérique latine subirent évidemment avec beaucoup plus de force les effets destructeurs de cette crise en raison de leur isolement et de leur récente adhésion au parti; aucun d'entre eux n'a adhéré à notre travail de réorganisation des forces du parti sur la base du bilan que nous avons tiré des crises de celui-ci. Cela ne peut qu'aggraver la confusion semée par les caméléons qui, à la manière typique des boutiquiers, écoulent leur marchandise de pacotille en y collant une étiquette factice d'une marque plus ou moins connue. Ce genre de personnages sera balayé par la reprise du mouvement de classe. Dans la période actuelle de dramatique impuissance de la classe ouvrière ils ont malheureusement, en Argentine comme ici, la possibilité de faire des dupes.

Attention donc, aux caméléons et aux maledes semeurs de confusion!

AUX EDITIONS

"PROGRAMME COMMUNISTE"

EN FRANCAIS :

Série "Les textes du Parti Communistes International"

1. Communisme et fascisme
2. Parti et classe 15 FF
4. Eléments d'orientation marxiste 15 FF
5. "La "Maladie infantile", condamnation des futurs renégats (sur la brochure de Lénine "La maladie infantile du communisme") 10 FF
6. Force, violence, dictature dans la lutte de classe
7. Défense de la continuité du programme communiste (224 pages dans lesquelles sont reproduits les textes fondamentaux de notre courant publiés de 1920 à nos jours) 50 FF
8. Dialogue avec Staline (la réfutation des théories stalinienne sur le socialisme en URSS) 30 FF
- Mouvements revendicatifs et socialisme 5 FF
- Brochures "Le prolétaire"**
5. Question féminine et lutte de classe 4 FF
6. Socialisme prolétarien contre socialisme petit-bourgeois 5 FF
7. La grève des nettoyeurs du métro (leçons et bilan) 4 FF
8. Violence, terrorisme et lutte de classe 4 FF
10. Postiers en lutte (la grève de 78 à Créteil et dans les centres de tri) 5 FF
11. Auschwitz ou le grand alibi 5 FF
12. Solidarité prolétarienne contre le contrôle de l'immigration 5 FF
13. Le marxisme et l'Iran 4 FF
14. Foyers de travailleurs immigrés: enseignements de 6 ans de lutte 4 FF
16. Pour des revendications et des méthodes de classe (Orientation pratique d'action syndicale) 4 FF
17. De la crise de la société bourgeoise à la révolution communiste mondiale (Manifeste du Parti Communiste International - 1981) 6 FF
18. Vive la lutte des ouvriers polonais 6 FF
19. La question parlementaire dans l'Internationale Communiste 5 FF
- Suppléments à "Le prolétaire"**
- Palestine vaincra! 5 FF
- Nouvelle-Calédonie: indépendance immédiate et sans condition! 3 FF
- Pour un anti-racisme prolétarien 5 FF
- Révolution et contre-révolution en Russie 5 FF

Série "Les cahiers de l'Oumami"

1. Le syndicalisme en Algérie 5 FF
 2. La situation politique en Algérie et les tâches des révolutionnaires 5 FF
 3. Critique de la théorie de la "Révolution nationale-démocratique de type nouveau" 6 FF
- Revue théorique "Programme communiste"**
- Numéros 1 à 57 10 FF
 - Numéros 58 (112 pages) 25 FF
 - Numéros 59 à 87 (sauf les numéros 69-70, 72, 73) 10 FF
 - Numéros 69-70, 72, 73 15 FF
 - Numéro 88 12 FF
 - Numéros 90, 91 25 FF

EN ITALIEN :

- Storia della Sinistra Comunista, vol. I, (1912-1919) 60 FF
- Storia della Sinistra Comunista, vol. II, (1919-1920) 120 FF
- Storia della Sinistra Comunista, vol. III, (1920-1921) 100 FF
- Struttura economica e sociale della Russia d'oggi 100 FF
- Tracciato d'impostazione (I fondamenti del comunismo rivoluzionario) 12 FF
- Partito e classe 12 FF
- "L'estremismo, malattia infantile del comunismo", condanna dei futuri rinnegati 15 FF
- Lezioni delle controrivoluzioni 15 FF
- Classe, Partito, Stato nella teoria marxista 10 FF
- Il terrorismo e il tormentato cammino della ripresa generale della lotta di classe 10 FF
- La lotta di classe ridivampa in Europa col poderoso moto proletario polacco (1980) 10 FF

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ
LA PRESSE INTERNATIONALE DU
PARTI !

"LE PROLETAIRE"
"PROGRAMME COMMUNISTE"
"IL COMUNISTA"
"EL PROGRAMA COMUNISTA"

- Il marxismo e l'Iran (1980) 10 FF
 - Dalla crisi della società borghese alla rivoluzione comunista mondiale (Il manifesto del Partito comunista internazionale, 1981) 10 FF
 - Avanti verso la rivoluzione comunista mondiale (1981) 10 FF
 - Non pacifismo, antimilitarismo di classe ! (1982) 10 FF
 - Il mito della "pianificazione socialista" in Russia 10 FF
 - Il "rilancio dei consumi sociali", ovvero l'elisir di lunga vita dei dottori dell'opportunismo. Armamenti: un settore che non andrà mai in crisi 10 FF
 - Il proletariato e la guerra 10 FF
 - La crisi del 1926 nel partito russo e nell'Internazionale 10 FF
 - Marxismo e scienza borghese 15 FF
 - La lotta di classe dei popoli non bianchi 10 FF
 - La successione delle forme di produzione nella teoria marxista 10 FF
 - Testi di Trotsky : "Insegnamenti dell'Octobre", "Insegnamenti della Comune" 10 FF
 - La funzione storica delle classi medie e dell'intelligenza (1925) 10 FF
- EN ANGLAIS :**
- The fundamentals of Revolutionary Communism 10 FF
 - Party and Class 10 FF
 - Communist Program Ns 1 to 7 10 FF
 - The Party's Programme 10 FF
- EN ESPAGNOL :**
- 1. Los fundamentos del Partido Comunista Internacional 10 FF
 - 2. Fuerza, violencia, dictadura en la lucha de clase 6 FF
 - 3. Partido y clase 10 FF
 - Manifiesto del Partido Comunista Internacional - De la crisis de la sociedad burguesa a la revolución comunista mundial 15 FF
 - El programa comunista (jusqu'au numéro 38) 15 FF
 - El programa comunista (no 41) 20 FF
 - La epopeya del proletariado boliviano (la lucha de clase en Bolivia hasta 1981) 10 FF

"Mouvement Communiste"

(Suite de la page 9)

nationaliste. Et ce problème ne peut être résolu qu'à la condition que les ouvriers du pays dominant (la Russie) démontrent dans les faits aux ouvriers du pays dominé qu'ils combattent l'oppression nationale exercée par "leur" Etat, qu'ils reconnaissent sans hésitation et sans condition le droit à l'autodétermination des populations dominées. Mais, sauf à "trahir le socialisme", ils doivent faire plus: proposer aux prolétaires du pays dominé une lutte commune contre l'ennemi commun, l'Etat et la bourgeoisie du pays dominant, et mener une lutte politique intransigeante contre toutes les forces nationalistes.

Bref, ce qui est important ce n'est pas de proclamer des jugements catégoriques sur tel mot d'ordre pris en soi, c'est de comprendre que la lutte résolue contre l'oppression nationale (ou contre le racisme, contre l'oppression sexuelle, etc.) est une nécessité de la lutte de classe; et que s'en détourner à la manière de l'ultra-gauche, c'est en réalité faire obstacle à toute possibilité d'arracher les prolétaires du pays dominé au nationalisme, quand ce n'est pas une adaptation au chauvinisme des prolétaires du pays dominant.